BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1739327

Émile Boutmy.

Il faut balayer le territoire de la république, et le grand balai, le balai national, c'est la guillotine.

L'INTÉRIEUR D'UN COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE,

OU

LES JACOBINS;

Par MOI.

.....*Ab uno disce omnes.*

VIRGILE.

Ce que je dis d'un seul peut s'appliquer à tous.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
P 154
G 207

A PARIS,

De l'Imprimerie, rue du Bacq.

AN VIII.

PRÉFACE OU DÉDICACE,

COMME ON VOUDRA.

FRERES ET AMIS,

O vous que je VENERE, que j'estime, que je chéris, acceptez la dédicace de ce petit ouvrage, dans lequel j'ai su placer tous vos discours aimables, éloquens, énergiques.

J'ai tâché de relater ces petites discussions fraternelles, dans lesquelles votre patriotisme ardent se montroit à découvert : c'est votre histoire que j'ai écrite, c'est votre morale que j'ai mise en action,

ce sont vos *principes* que j'ai démontré, ce sont vos sentimens que j'ai exprimé, enfin c'est votre humanité, c'est votre douceur, votre vertu que j'ai voulu faire connoître.

Vous peindre a été mon seul but, et rien ne manquera à ma satisfaction si vous vous reconnoissez dans les portraits que j'ai tracé. Je le répète, c'est pour *vous* que j'ai fait cet ouvrage, il m'a été inspiré par *vous*, et *vous* seuls en êtes les héros, les sujets, les modèles.

Pour vous aider à le déchiffrer plus facilement (admirez ma bonté); je l'ai fait impri-

mer en gros caractères; j'invite ceux d'entre vous qui savent lire (PAUCI SUNT.) à lire mon petit ouvrage à ceux qui ne le savent, à ceux qui ne le peuvent.

Il faut s'obliger.... quand on peut. C'est peut-être exiger beaucoup, Frères et Amis, que vous inviter à lire à vos confrères qui ne savent pas le latin (MULTI SUNT.) les épigraphes latines qui peignent si bien votre amabilité, votre équité, votre affabilité; ne refusez pas ce petit service à vos frères et amis, ne les privez pas du plaisir d'entendre *une explication*, qui acquerra un charme

de plus dans des bouches aussi pures que les vôtres.

Salut fraternel,

MOI.

L'INTÉRIEUR

D'UN

COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE,

OU

LES JACOBINS.

O tempora ! ô mores !

INTRODUCTION.

C'est dans une province, à quelques lieues de Paris, que je place mes personnages ; les rapprochemens seront aisés à faire. On sait que les comités révolutionnaire professoient tous les mêmes principes, et que dans les départemens, comme à Paris, on en avait placé pour *régénérer l'esprit public*, et pour mettre le peuple *au pas*.

Puisse cette esquisse avoir l'agrément

de mes lecteurs, et leur faire dire avec *moi* :

Exterminez, grand dieu, de la terre où nous sommes,
Quiconque avec plaisir répand le sang des hommes.

Voltaire.

CE QUE C'EST QU'UN COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

.....Domus sanie dapibusque cruentis
Intus opaca, ingens : ipse arduus, altaque pulsat
Sidera : (Di talem terris avertite pestem !)
Nec visu facilis, nec dictu affabilis ulli.
Viscera miserorum et sanguine vescitur atro.
VIRG.

Faire exécuter les lois révolutionnaires, incarcérer les suspects, les émigrés, les modérés et les fédéralistes ; peupler les prisons et fournir les tribunaux d'accusés ; délivrer des passe-ports et des certificats de civisme, faire des réquisitions, des visites domiciliaires, etc. etc. etc. Tels étaient les pouvoirs illimités des comités de surveillance révolutionnaire.

Ils correspondoient avec le comité de Salut public et de Sureté générale.

Ils étoient composés de dix membres, parmi lesquels un président.

Pour être nommé à cette auguste fonction, il importoit fort peu qu'on sçût lire ou écrire, qu'on fût riche ou pauvre, qu'on fût balayeur, allumeur, portier, savetier même et crocheteur : on étoit patriote, et cela suffisoit.

En effet falloit-il tant d'esprit pour arrêter un suspect, décerner un mandat d'arrêt, apposer et *lever* des scellés, dénoncer les accapareurs et confisquer leurs marchandises, remplir les prisons et dépeupler les villes ? Un bon patriote pouvoit faire tout cela !.. Un bon patriote devoit faire tout cela !...

Mais est-il patriote, me dira-t-on, celui qui, sous le prétexte d'être utile à la patrie, dénonce ses voisins, ses parens, ses amis, s'empare de leurs biens, et crie après cela : *vive la République* !

Est-il patriote celui qui, par des principes de *liberté* et d'*égalité*, demande l'arrestation d'un homme plus riche que lui, fait condamner celui qui l'a fait vivre, tarit toutes les sources du commerce, et croit avoir bien mérité de la patrie alors qu'il a fait sacrifier un grand nombre de victimes.

Oui, répondrai-je, oui, tel étoit le patriote de l'an deux; tel étoit le *jacobin*.

Le patriote de l'an deux est un scélérat, me répondra-t-on.

La plupart des patriotes qui composoient les comités révolutionnaires étoient dans ces principes; et pour trancher le mot, la plupart étoient des brigands, des échappés de galères, des scélérats, car enfin. . .

J'appelle un chat un chat. .....

Les patriotes qui composent mon comité révolutionnaire sont :

Un nommé Scœvola, c'est le président.

— Caton. — Aristide. — Brutus. — Cassius. — Scipion. — Regulus. — Decius. — Manlius. — Et Courval, qu'il faut distinguer de ses collègues.

LES MEMBRES DU COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

Ecce homo.

SCŒVOLA.

Scœvola, ci-devant Georges (on voit que parmi les jacobins il existoit aussi des *ci-devant*), étoit tailleur de pierre, grand aboyeur de profession. Il défendit toujours avec chaleur la cause des sans-culottes. (Il défendoit sa cause). S'étant montré sévère, républicain à toute épreuve, patriote *enragé*, il fut nommé par acclamation membre du comité révolutionnaire de son canton. Il y fit bien ses affaires; il faisoit incarcérer les personnes (et les bijoux).

L'égalité permettoit aux partisans du *bonheur commun* de lancer des mandats d'arrêts sur les fortunes et sur les individus ; ensuite on voulut égaliser les têtes... Mais je m'écarte de mon sujet, traçons le caractère de Scœvola. Cet homme étoit méchant de son naturel : il avoit volé (jadis), et portoit sur son dos les honorables marques de sa dignité (de voleur). Il vint à bout de s'échapper des galères (comme tant d'autres) et il s'établit tailleur de pierres ; mais trouvant dans la place de membre du comité révolutionnaire un moyen de reprendre son premier état (de voleur), il accepta avec enthousiasme ; et protestant de son amour pour la république une, indivisible, impérissable et démocratique, et pour la constitution de 93, il s'assit sur le tabouret révolutionnaire.

CATON.

Caton, ci-devant Tricodet, étoit

savetier de profession. Il étoit parvenu à-peu-près comme son collègue (Scœvola), à *l'honorable emploi*. Ainsi que Georges, il portoit sur son dos l'*honorable marque*; et c'est par la même occasion qu'ils s'étoient échappés des galères. Il étoit aussi méchant que son confrère : Tous *deux* étaient en *deux* mots *frères* et *amis*.

ARISTIDE.

Aristide, ci-devant Bertrand, étoit allumeur de chandelles dans un petit théâtre. Il s'acquittoit fort bien de cet emploi. Ses *lumières* le firent recevoir membre du comité révolutionnaire; et comme l'économie était sa vertu, ce vertueux, cet *éclairé* patriote ne demanda un jour que 50,000 têtes (l'honnête homme !..) Il fut accueilli par des *à bas*; 80, 90000 têtes, lui crioient ses confrères, plus *éclairés que lui* : voilà ce qu'il faut pour sauver la patrie.

Aristide n'avait pas de marque honorable ; mais il avait été *ostracisé* par deux de ses maitres (1), et cela pour avoir *perdu* quelques couverts d'argent, et pour en avoir mis, *par inadvertance*, quelques-uns dans ses poches.

Du reste, il étoit doux.... comme un ours. Bon.... comme un tigre. Aimable.... comme un taureau.

Il avait de longues et épaisses moustaches.

BRUTUS.

Brutus, ci-devant *Volant*, nom qu'il a toujours conservé dans l'exercice de ses fonctions, était *crocheteur*, avant de crocheter les portes des suspects, en qualité de membre du comité révolutionnaire. Il aboyoit comme un dogue. (Un jour il assomma un chien,

(1) Il avait servi des maîtres avant de servir la patrie.

parce qu'il portoit le nom du tyran *César.*)

Estimé de ses confrères et digne d'eux en tout point, il se chargeoit ordinairement des expéditions importantes ; il ne savoit ni lire, ni écrire ; mais il étoit bon pour les coups de main.

Il étoit honnête homme... ainsi qu'Aristide ; ces deux citoyens étoient jumeaux pour les sentimens. La même modération !..

CASSIUS.

Cassius, ci-devant Dubois, garçon boucher, escroc de profession, digne en un mot de la place qu'il occupoit dans le comité ; aimable et doux comme un *serpent.* Il vouloit que l'on assommât tous les suspects et tous les modérés... Quelle douceur !!!...

SCIPION.

Scipion, ci-devant Taillefer, vitrier de profession, n'étoit pas déplacé dans le comité. Dénonciateur, assassin, voleur, tel était ce patriote; il fabriquoit les conspirations, lançoit des mandats d'arrêt contre les fédéralistes, confisquoit les marchandises des accapareurs. Il brisoit les scellés avec une dextérité sans égale. Enfin il mettoit à la hauteur les autorités *non-épurées*.

REGULUS, DECIUS ET MANLIUS.

Regulus, Decius et Manlius étoient *frères et amis* par le sang et par le sentiment.

Ils étoient fils d'un nommé *Tire-à-soi*, ci-devant chevalier d'industrie. Ils savoient lire et écrire, étoient cruels et féroces par goût et par habitude; et

ne venoient au comité qu'après s'être enivrés... Que pouvoient dire et faire de tels hommes ?...

COURVAL.

Courval, honnête homme, tapissier, indigne de la place qu'il occupoit, défenseur de l'humanité, patriote sans exagération, ami de l'ordre, ennemi des scélérats ses collègues ; tel étoit le seul personnage estimable, membre du comité révolutionnaire de...

Il avoit toujours su se faire craindre des autres membres, sa présence étoit pour eux la tête de Méduse, Ils desiraient sa perte, mais ils ne purent la consommer.

Un seul homme vertueux en imposoit à neuf autres, criminels.

SÉANCE.

SEANCE.

Sede sedens, Teucros ad se se in tecta vocavit;
Atque haec ingressis placido prior edidit ore :
VIRG.

LE Président (Scœvola) entra avec ses collègues ; il prit sa place, et s'affubla de son bonnet rouge. Tous les membres l'imitèrent.

LE PRÉSIDENT. La séance est ouverte.

ARISTIDE. Président, je te demande la parole pour un fait qui intéresse la République.

LE PRÉSIDENT. Tu l'as.

ARISTIDE. Citoyens, les contre-révolutionnaires s'agitent dans l'intérieur, les voleurs et les dilapidateurs complotent au-dedans ; ils sont impunis.

Tous les membres, excepté Courval. C'est vrai ?... C'est vrai.

ARISTIDE. Eh bien, je demande, citoyens, que l'on mette en état d'ar-

restation quiconque aura chez lui plus de 500 liv. assignats ; les républicains, les vrais patriotes se contentent de peu. *Du fer et du pain*, voilà ce qu'il leur faut.

Tous, *excepté Courval.* Oui, oui ; bravo, bravo.

Aristide. Je demande en second lieu que l'on fasse des visites domiciliaires, chez tous les habitans de ce canton, pour y saisir les marchandises accaparées, les confisquer au profit de la république, et arrêter les émigrés, les prêtres et les suspects qui se seroient soustraits aux poursuites du gouvernement. Cette mesure est instante ; la Patrie est dans le plus grand danger ; nous ne pouvons la sauver que par de grandes mesures. Je demande donc que sur-le-champ les visites domiciliaires soient ordonnées.

Tous. Appuyé, appuyé.

Cassius. Président, je demande la parole.

Le Président. Cassius a la parole.

Cassius. En appuyant les propositions du préopinant, j'opine pour l'arrestation de tous ceux chez lesquels on trouveroit des lettres écrites par des étrangers, et par cela même très-*suspectes*; sauf à les remettre en liberté, si leurs motifs d'arrestation sont sans motifs : car il est constant certainement que les émigrés ont des correspondances dans l'intérieur, cela est sûr et certain.

Plusieurs membres. Il a raison.

Manlius. J'appuye la motion.

Decius. Je demande, par amendement, citoyens, que cette mesure s'étende sur les lettres de change et sur les billets à ordre trouvés chez les négocians; car vous n'êtes pas sans savoir, citoyens collègues, que les négocians sont des conspirateurs; qu'ils correspondent avec les étrangers, et que les lettres-de-change sont un moyen d'envoyer des fonds aux ennemis de la France. C'est une correspondance secrette et plus

pernicieuse pour la république que celle des lettres écrites.

Tous les membres, excepté Courval. Appuyé, appuyé.

Courval. Je demande la parole.

Scœvola. Je te l'accorde.

Courval. Je vois avec peine l'égarement de nos collègues. Ils croient, en arrêtant les correspondances des négocians avec les étrangers, correspondances qui n'ont d'autres motifs que d'entretenir le commerce, et auxquelles on veut malignement en supposer d'autres.... (*Murmures*). Oui, citoyens, vous croyez faire le bien, vous croyez sauver la patrie en prenant des mesures qui n'ont que des intentions louables, je me plais à le croire, mais dont les résultats seroient si funestes.

Le commerce et l'industrie sont les principales bases du bonheur dans un Gouvernement. Si vous les détruisez,

vous renversez tout l'édifice. (*Les murmures redoublent*). Citoyens, je ne sais comment interpréter les intentions de mes collègues, Aristide et Cassius....

Cassius et Aristide. Elles sont pures.

Courval. Ils ne réfléchissent pas assez....

Aristide. Les lenteurs perdront la patrie.

Courval. Trop de précipitation peut produire le même résultat. Des projets d'une telle importance doivent être médités de sang-froid et discutés avec sagesse et modération. (*Murmures*).

Decius. A bas le modéré, à bas....

Courval. Certes, citoyens, je ne suis point modéré; mais l'exagération n'a jamais été mon principe. Ce n'est pas en répandant partout la terreur et l'effroi, en tarissant les sources du commerce, en arrêtant la circulation du numéraire, en saisissant et confisquant les

marchandises, que vous ramenerez la confiance.

Aristide. Président, je demande que tu rappelles à l'ordre le citoyen Courval.

Courval. Mais enfin, citoyens...

Le Président. Courval, je te rappelle à l'ordre.

Manlius. Je demande la parole.

Courval. Je l'ai avant vous, Manlius.

Scœvola. Je te la retire.

Manlius. Président, pour la deuxième fois je te demande la parole.

Le Président. Parle.

Manlius. Citoyens, tandis que les autres comités révolutionnaires agissent et exécutent les lois, nous seuls restons en arrière; il faut nous montrer, et c'est par des mesures vigoureuses que nous nous rendrons dignes de l'estime de nos concitoyens. Nous n'aurons bien mérité de la Patrie qu'après avoir fait

rentrer dans la poussière toute cette graine de nobles, de prêtres et d'émigrés, toute cette horde de suspects et de fédéralistes. Il faut, comme dit la chanson de Marseille :

Qu'un sang impur abreuve nos sillons.

Il faut écraser les ennemis de la liberté : je demande que l'on mette aux voix les propositions d'Aristide et de Cassius.

Courval. Mais, citoyens, le projet d'Aristide seroit un vol manifeste ; les 500 francs...

Le Président. Tu n'as pas la parole.

Aristide *à Courval.* Me prends-tu pour un voleur ? mais c'est que... dis donc....

(*Courval regarde fixément Aristide ; celui-ci baisse les yeux et se tait*).

(*On met aux voix les propositions de Cassius et d'Aristide ; elle sont adoptées*).

Scipion. Citoyens, je demande que les visites se fassent sur-le-champ, et je demande en outre que notre collègue Courval soit chargé de les diriger; sa sagesse et son républicanisme nous sont un sûr garant de leur bonne exécution.

(*Adopté à l'unanimité*).

Courval. J'accepte avec plaisir, citoyens collègues, l'honorable fonction dont vous voulez bien me charger; je ferai mes efforts pour m'en bien acquitter et me rendre digne de votre confiance. Je promets d'exécuter strictement et avec équité les intentions du comité; je n'emploirai la rigueur que contre ceux qui feront résistance, et je jure de ne favoriser qui que ce soit.

(*Courval se retire*).

Scœvola. Je vais vous faire la lecture de la liste des suspects arrêtés dernièrement. Cette liste a été envoyée au comite de sûreté générale, à Paris.

Dorval, riche propriétaire.

Mondor, négociant.
Crillon, colporteur.
Nicaise, laboureur.
Blaise, cultivateur.
Mathurin, jardinier d'un ex-noble.
Vallet, portier d'un émigré.
Durand, auteur.
Voison, musicien.
Les frères *David*, négocians.
Duval, sculpteur.
Munion, horloger.
Damis, muscadin.
Et *Varmont*, médecin.

Les susnommés ont été incarcérés, ainsi que le nommé *Orniff*, étranger, accusé de conspiration et de correspondance avec les ennemis de la république.

Decius. Je demande que les noms des susnommés dans la liste qu'on vient de lire, citoyens collègues, soient envoyés sur-le-champ à l'accusateur public près le tribunal révolutionnaire, afin qu'ils soient jugés et condamnés, citoyens col-

lègues, comme ennemis de l'Etat, citoyens collègues.

Tous. Oui, oui ; aux voix, aux voix.

(*La proposition est mise aux voix, et adoptée par acclamation*).

Cassius. Je demande, par motion d'ordre, citoyens, pourquoi vous avez chargé le citoyen Courval d'une mission aussi lucrative, aussi importante, aussi intéressante que celle des visites domiciliaires... Scipion n'a pas réfléchi que...

Scipion. C'est pour mieux le faire tomber dans le piège, mon collègue : s'il s'acquitte mal de sa mission, comme je le présume, nous aurons des prétextes pour l'accuser, et pour lancer contre lui le mandat d'arrêt que nous avons déjà préparé.

Cassius. Je retire ce que j'ai dit... Je me détracte...

Scipion. Tu étois dans l'erreur, mon cher Cassius, crois, et vous, mes chers

collègues, croyez que mes desirs et mes vœux tendent tous à la consolidité et à la prospérité du bonheur de la république ; que mon but, dans le *péril dangereux* où nous nous trouvons, est de travailler de concert avec vous à rendre au gouvernement cette splendeur et cette mâle énergie, qui le firent chérir et respecter dans tous les temps. C'est la terreur qu'il faut employer ; il faut balayer le territoire de la république, et le grand balai, le balai national, c'est la guillotine.

Tous les membres. C'est vrai. Bravo.

SCIPION. Je voudrois qu'elle fût à l'ordre de tous les jours. Il faut niveler les têtes. (*Les bravo redoublent*). Il faut faire comme ce bon *patriote Athénien* (1) qui fut dans son jardin

(1) On pardonnera à Scipion quelques anachronismes. Chacun sait que *Tarquin* est le patriote dont il parle. Pour être membre

abattre les têtes des pavots les plus grands. Il faut de même abattre les têtes des grands hommes, riches et conspirateurs.

Tous les membres. Oui, oui.

SCIPION. Il faut arroser le sol français du sang des aristocrates, si vous voulez y faire croître la plante du patriotisme, et la graine des sans-culottes, citoyens.

Tous les membres. Oui, oui.

SCIPION. Il faut métamorphoser les églises en prisons, pour emprisonner les conspirateurs.

Tous les membres. Appuyé. Oui.

SCIPION. Il faut accorder une récompense de 500 fr. à prendre sur les biens et revenus du dénoncé, à tout dénonciateur qui fera une dénonciation.

Tous les membres. Appuyé, appuyé.

---

du comité, l'on n'avoit pas besoin de connoître l'histoire.

Scipion. Il faut enfin mettre en réquisition tous les chevaux des laboureurs, pour servir au transport des prisonniers, attendu l'insuffisance des chevaux mis actuellement à notre disposition

Tous les membres. Appuyé. Aux voix.

(*Les propositions sont mises aux voix et adoptées*).

Caton. Président, je te demande la parole.

Le Président. Parle.

Caton. Citoyens collègues, je me joins à mon prédécesseur dans la parole pour demander la punition des *trameurs* de complots. Et moi zaussi, citoyens collègues, je veux l'affermissement de la sainte liberté et de l'égalité. Ah ! cent fois périr plutôt que de mourir, sans avoir délivré notre mère Patrie des mains et des bras de ces insulaires barbares et féroces qui

l'attaquent, qui l'assiégent de toutes parts, et qui....

(*Ici la respiration manque à notre orateur; il est forcé de s'interrompre*).

Le Président. Caton, reprends ton *haleine*.

Régulus. Oui, mon ami, repose-toi, nous applaudissons à tes bonnes intentions.

Caton. Citoyens collègues, où en étais-je?

Regulus. A l'attaquage de la mère Patrie.

Caton. Oui. Je disois donc que l'on vouloit asservir les patriotes, et les enchaîner comme des galériens. (1) Mais nous briserons nos fers; j'en jure par le serment que je prononce ici: *Nous vivrons libres, et nous mourrons.*

---

(1) Galerien. *Vous êtes orfèvre, monsieur Josse.* Voyez les qualités de Caton.

Tous les membres. Oui, oui. Bravo.

Caton. Suivons la glorieuse carrière que nous ont ouverts Joseph Lebon, Robespierre, Couthon, St.-Just et Marat. Ces illustres défenseurs de l'*humanité*, de la république et de l'égalité. Je demande, citoyens, que l'on fasse raser la maison de quiconque aura vendu au-dessus du maximum.

Tous. Appuyé, Oui.

Caton. En attendant, vous voudrez bien, citoyens collègues, me signer le mandat d'arrestation, que j'ai lancé contre un marchand qui a vendu du savon et du sucre au-dessus du maximum. Je demande de suite qu'on lui fasse l'application de l'arrêté que je veux vous faire porter, et qui porte que l'on rasera....

(*Ici notre orateur s'interrompt encore*).

(*Les membres du comité signent le mandat d'arrêt.*)

MANLIUS. Et tandis que vous êtes en train de signer, citoyens collègues, boutez votre paraphe sur ce mandat que j'ai dans ma poche, et que j'ai lancé comme mon collègue, sur un muscadin à grosse cravatte et à collet violet, que j'ai surpris chez un limonadier se servant de la dénomination aristocratique, *monsieur*. Dans la France, tout français doit *s'honorer du titre de citoyen*; et c'est pourquoi que je l'ai coffré, citoyens collègues.

(*Scœvola et les autres membres signent le mandat d'arrêt*).

(*Dans ce moment on apporte au président les lettres et la correspondance*).

(*Le Président en ouvre une*).

LE PRESIDENT. Voici une lettre de l'accusateur public. (*Il lit.*)

Liberté, Egalité ou la mort.

Citoyens,

« Je viens de dénoncer au comité ré-
» volutionnaire de cette ville, les nom-

» mes Voltaire, Racine et Corneille,
» comme auteurs de pièces de théâtre
» aristocratiques et anti-républicaines.
» Je vous prie de faire les diligences né-
» cessaires pour l'arrestation desdits in-
» dividus, s'ils se trouvoient dans votre
» canton, et leur traduction au tribu-
» nal révolutionnaire,

» Salut et fraternité,

L'accusateur public du canton de....

» *Nota.* Dans un passage d'une tra-
» gédie du citoyen Corneille, on trouve
» ce vers infâme :

» Souffrez donc, ô grand roi, le plus juste
» des rois,
» Que tous les gens de bien vous parlent par
» ma voix » (1).

DECIUS. Les gens de bien ce sont les fédéralistes ; c'est clair.

LE PRÉSIDENT, *continuant la lec-*

(1) Les Horaces.

ture. « Dans une pièce du citoyen Vol-
» taire, on trouve ces mots :

« ..... Agis, traite avec moi,
» Comme avec l'envoyé d'un grand homme et
» d'un roi (1) ».

Decius. Il tutoye du moins celui-là.

Cassius. Oui ; mais il dit : *et d'un roi.* Il met encore ce mot-là à la rime. Il falloit qu'il mit : *d'un grand homme et de la republique.* Son vers y serait toujours ; mais....

Le Président, *achevant la lecture.* « Enfin dans une pièce du conspi-
» rateur Racine, on voit ces vers abo-
» minables :

» Que n'espérions-nous point d'un roi si gé-
» néreux !
» Dieu regarde en pitié son peuple malheu-
» reux,
» Disions-nous ; un roi règne, ami de l'inno-
» cence. (2) »

---

(1) Mahomet.
(2) Esther.

CATON. Oh ! le coquin. Racine est un fédéraliste ; il veut parler dans sa phrase du tyran Capet ; c'est une malice cousue de fil blanc, c'est facile à voir. Je vote pour l'arrestation.

DECIUS. Mais, citoyens, j'ai vu jouer une pièce au théâtre, dans laquelle on disoit autrefois : *le roi paroît* ; eh bien, on a changé ces mots, et l'acteur dit à présent : *la république paroît.*

Mais monsieur Voltaire, oh ! c'est un fédéraliste. Il faut lui faire jouer la tragédie à ce beau faiseur de pièces royalistes.

CATON. Mais Voltaire n'est-ce pas celui qu'jons fait incarcérer il gnia deux jours ; et l'aristocrate Racine, qu'est-ce que c'est que ce saint-là ?

SCIPION. Mais, citoyens, Racine est en terre il y a long-temps.

CATON. Comment ? Racine !... Est-ce que tu veux *gouailler* le comité, toi zavec tes bamboches ?

SCIPION. Est-ce qu'il est bête, mon collègue ?

CATON. Ton collègue bête... Apprends que je ne suis pas t'encore si *gaudiche* que toi, mon collègue, et que j'n'aurions pas été membre du comité si j'n'étions pas capable...

SCIPION. Capable de ressemeler des souliers.

CATON. Ah ! ah ! monsieur des Carreaux, ne faites pas tant votre embarras...

(*Il veut donner un coup de pied à Scipion ; on le retient*).

LE PRÉSIDENT, *avec emphase.* Mes chers collègues, cessez ces débats particuliers, dont se réjouissent le ennemis de la Patrie ; unissez vos intentions ; que la concorde règne en vos cœurs ; un bon républicain ne doit connoître d'autres ennemis que ceux de son pays ; montrez-vous dignes de la confiance que le peuple a mis en vous, en met-

tant fin à des querelles scandaleuses. (*Caton et Scipion s'appaisent. Le président ouvre alors une lettre, et dit à l'assemblée*) :

Voici une lettre du comité de Sûreté générale de Paris. Voyons. (*Il lit*)

« *Les représentans du peuple, mem-*
» *bres du comité de Sûreté générale*
» *de la Convention nationale, aux*
» *Comités révolutionnaires.*

Liberté, Egalité, ou la mort.

» Citoyens,

» La Convention nationale, chargée » par le peuple de le conduire à la li- » berté et au bonheur, a remis dans » nos mains le pouvoir d'enchaîner les » ennemis intérieurs, et nous avons pour » coopérateurs dans cette tâche, les » comités révolutionnaires établis sur » tous les points de la république ; mais » il ne suffit pas, citoyens, de remplir » ce devoir honorable et pénible, il

» faut montrer aux ennemis du peu-
» ple, à ceux qui le calomnient sans
» cesse, que les mesures de sûreté géné-
» rale ont été exécutées avec autant de
» sagesse que de fermeté ; que la ri-
» gueur en a toujours été dirigée par
» la prudence, qu'aucune passion parti-
» culière ne les a déterminées, et qu'en
» exerçant contre nos ennemis intérieurs
» le *terrible droit de la guerre*, qu'ils
» nous ont forcés de substituer aux dou-
» ces maximes de la justice distribu-
» tive, nous saurons nous respecter et
» *respecter les principes.*

» Nous avons senti, citoyens, que
» pour remplir nos vues nous avions be-
» soin de votre secours ; c'est ce qui
» nous a déterminés à vous adresser la
» série de questions que vous trouve-
» rez jointes à cette circulaire.

» Par des réponses précises et lumi-
» neuses, vous vous acquitterez, d'un
» côté, du devoir qui vous est imposé par

» la loi sur le gouvernement révolu-
» tionnaire, et de l'autre vous contri-
» buerez à former un *tableau précieux*,
» *qui sera la joie des bons citoyens*,
» et la désolation des pervers.

» Nous osons espérer que la Conven-
» tion nationale honorera de son appro-
» bation le travail, qui sera la suite
» des connoissances qui nous auront
» été données, et cette opération sera
» d'autant plus flatteuse pour nous, que
» vous aurez contribué à nous la mé-
» riter.

» Salut et fraternité,

Signé, *Vadier*, *Lavicomterie*, *Panis*, *Voulland*, *Amar*, *David* et autres.

Cassius. Citoyens collègues, voilà une circulaire qui est bien faite; il faudra nous distinguer dans nos réponses ...

Caton. Oui, oui; notre président arrangera cela.

Decius. Voyons les questions...

Le Président. Les voici.

Questions.

« *Primo*. La loi du 17 septembre » (vieux style) qui désigne les gens » suspects, a-t-elle reçu son entière » exécution ?

Plusieurs membres. Oui, oui.

Le Président. « *Secundo*. Les pro- » cès-verbaux ont-ils été adressés direc- » tement à l'accusateur public près le » tribunal révolutionnaire.

Manlius. Oh ! pour ça oui.

Le Président. « *Tertio*. Les auto- » rités constituées sont-elles à la hau- » teur des circonstances.

Decius. A la hauteur.... Oui, oui.

Caton. Je demande que le comité réponde oui à la demande *tertio*.

Le Président. « *Quarto*. La loi sur » le partage des communaux, sur le » maximum, sur les certificats de ci-

» visme

» visme et de résidence, et sur le » brûlement des titres féodaux, ont- » elles été exécutées ?

Le Président, *et tous les membres*. Oui, oui.

Le Président. « *Quinto*...

Caton. *Quintaux*!.. c'est quintal qu'il faut dire, président.

Le Président. Caton, tu ne m'apprendras pas à lire.

Caton. Mais enfin, l'ottographe cependant...

Scipion. Caton, il s'agit de chiffre et non pas de mesure....

Le Président. « *Quinto*. Observe-t-on » dans vos gardes nationales cette ar- » deur et ce dévouement, qui distin- » guent si éminemment le peuple fran- » çais ?

Tous les membres. Oui.

Le Président. « *Sexto*. La levée de » la première réquisition s'est-elle faite » avec cet élan digne des hommes qui

» doivent brûler du saint amour de la » liberté.

Caton. Brûler....

Decius. La Liberté....

Manlius. Président.... Pourquoi donc y a-t-il le mot *saint ?* Vous savez bien, citoyens collègues, qu'il n'y a pas de saints.

Caton. C'est vrai.... *Le saint amour*... L'amour n'est pas t'un saint.

Le Président. Vous avez raison, citoyens... mais enfin le mot *saint* y est... et c'est le comité de sûreté générale qui l'y a mis...

Scipion. C'est qu'on peut le mettre, par conséquent.

Le Président. Que répondrous-nous à la question ?

Tous les membres. Oui, président, oui.

Le Président. « *Septimo.* Le mou- » vement sublime du peuple français » contre le fanatisme et la superstition

» a-t-il trouvé des obstacles à son déve-
» loppement; et quels sont les détails
» que l'on peut transmettre au comité
» de sûreté générale ?

Caton. Citoyen président, permets-moi de faire une observation. Dans l'article *septo* z'on dit le *saint amour*. On parle de saint, et dans l'article que tu viens de lire, il y a qu'il faut crier contre la religion et le fanatisme. Il ne faut donc pas mettre le mot *saint*.

Manlius. Il a raison, Caton.

Le Président. Encore une fois, citoyens collègues, c'est le comité de sûreté générale... Il sait ce qu'il doit mettre... Je continue la lecture...

» *Octavo*. Comment s'est faite la vente
» du mobilier et des biens des émigrés ?

Tous les membres. Oui, oui.

Le Président. « *Nono*. Existe-t-il
» des hommes qui aient tenté, par l'as-
» tuce et la perfidie, d'y mettre des
» obstacles ?

Tous les membres. Oui, oui.

CATON. Des obstacles... à quoi?...

MANLIUS. A la république...

LE PRÉSIDENT. « *Decimo.* Avez-vous » dans votre commune des personnes qui » aient voulu discréditer les assignats, » gages de la fortune publique, et at- » ténuer nos ressources contre les ty- » rans?

Tous les membres. Oui, oui.

LE PRÉSIDENT. « *Undecimo.* Avez- » vous des individus qui aient entretenu » des correspondances avec les émigrés, » les prêtres réfractaires, ou autres per- » sonnes avec lesquels la république » est en guerre?

Tous les membres. Oui, oui.

LE PRÉSIDENT. « *Duodecimo.* Les » lettres parvenoient-elles directement » ou par intermédiaire; et dans les » correspondances interceptées, existe- » t-il des preuves ou du moins des » indices qui puissent faire saisir les

» fils de la trame par laquelle on a » voulu perdre la liberté publique ?

Tous les membres. Oui, oui.

Le Président. « *Tredecimo.* A-t-il » existé et existe-t-il des accaparemens » de bled, farine, *chandelle*, *savon*, » et autres objets de première néces- » sité, que les ennemis intérieurs ont » faits, soit dans les vues d'affamer le » peuple et le dégoûter de la liberté, » soit pour nourrir les armées contre- » révolutionnaires, que la scélératesse » des conspirateurs vouloit faire prome- » ner dans les départemens ?

Tous les membres. Oui, oui.

Le Président. « *Quatuordecimo.* N'a- » vez-vous pas des preuves, ou tout » au moins de fortes présomptions, que » des gens de votre commune achetoient » dans les foires et marchés, ainsi que » chez les différens particuliers, des » bœufs, des chèvres, des moutons, pour » ces différentes armées de brigands ?

Tous les membres. Oui, oui.

Le Président. « *Quindecimo.* Avez-» vous sur votre territoire, des traîtres » qui aient contrarié ouvertement le » vœu national sur les évènemens ac-» tuels ?

Tous les membres. Oui, oui.

Le Président. « *Sexdecimo.* Existe-» t-il de ces faux patriotes qui, par » l'exagération extraordinaire de leurs » principes, veulent en imposer au peu-» ple, soit pour obtenir des places, soit » pour l'égarer sur le compte des amis » constans et imperturbables de la ré-» volution, et faire triompher la cause » de la tyrannie ? (Dans ce cas dési-» gnez ces faux républicains).

Tous les membres. Oui, oui.

Le Président. « *Septidecimo.* Et » enfin, combien existe-t-il chez vous » de sociétés populaires, et où sont-elles » établies ? Dites aussi si elles sont af-» filiées aux Jacobins de Paris. »

Tous les membres. Oui, oui.

Scipion. Les questions étoient nombreuses . .

Le President. Que répondrais-je au nom du comité ?

Caton. Oui ; à chaque question, président.

Tous les membres. Oui, oui.

Decius. On verra qu'nous sommes de bons patriotes, et qu'j'allons droit notre chemin.

Le President. Je vais vous lire, citoyens, une lettre adressée par le citoyen Dartigoëtte, représentant du peuple dans les départemens du Gers et de Haute-Garonne, à la Convention nationale.

Elle est imprimée. — C'est une circulaire.

» *Citoyens collègues*,

» Je ne dois pas laisser ignorer à la » convention nationale un trait de ci-

» visme qui caractérise bien les *sans-*
» *culottes*.

» La société populaire de Grenade » étoit assemblée, et s'occupoit de l'ar- » rêté de nos collègues Milhaud et Sou- » brany, relatif à la réquisition faite » sur les souliers. Le citoyen Antoine » Loubon, l'un des membres de cette » société, d'ailleurs très-pauvre et même » malade, se lève, et porte le pre- » mier, sur le bureau, les souliers (1) » qu'il avoit tiré de ses pieds. On ap- » plaudit à son zèle.

» Vu son état connu de maladie, on » veut l'engager à reprendre ses souliers, » ou du moins à les garder jusqu'à ce » qu'il soit rentré dans sa maison. Il re- » fuse, et préfère s'en revenir nuds » pieds. (2) Il m'a été attesté que ce bon » citoyen n'avoit en son pouvoir que

(1) Tout crottés.
(2) Quel excès de patriotisme!..

» cette seule paire de souliers. L'offrande qu'il en a faite à la patrie est digne » de tous nos éloges ; son exemple électrisa tous les citoyens, et chacun s'empressa d'imiter le brave Antoine Loubon.

» Salut et fraternité,

Signé, *Dartigoëtte.*

Decius. Il n'y a rien là de merveilleux... Une paire de souliers, ce n'est pas grand' chose...

Caton. Sans doute ; moi je ferai une paire de souliers gratis, si l'on veut, pour chausser la république...

Le Président. Dans les offrandes, c'est l'intention, c'est le cœur qui fait tout ; un morceau de papier donné de bon cœur vaut de l'or aux yeux de ceux qui reçoivent.

Manlius. Il a raison... le président... une paire de souliers, c'est toujours une paire de souliers ; et quand on n'a que ça et qu'on le donne...

DECIUS. On n'a plus rien.

MANLIUS. On fait un sacrifice à l'autel de la patrie.

LE PRESIDENT. Voici une lettre d'un prisonnier.

DECIUS. Voyons-en la lecture.

LE PRESIDENT, *lit la lettre suivante* :

» Du fond de mon cachot je vous » écris, citoyens, pour vous demander à être interrogé.

» Arraché subitement de ma demeure, » et conduit en prison, sans avoir pu » dire un mot, je m'adresse à vous » pour savoir quels sont les motifs de » mon arrestation.

» Hâtez-vous de me répondre, et si, » comme je le crois, mon arrestation est » un acte arbitraire, veuillez me faire » mettre en liberté.

Signé, *Dumont*.

DECIUS. C'est un suspect ; il faut lui répondre sérieusement.

Le President. Je vais répondre au nom du comité .. que le citoyen Dumont est arrêté comme suspect ; qu'il a des correspondances avec les ennemis intérieurs et extérieurs de la république ; qu'il a conspiré contre le gouvernement républicain, et qu'il a fait des tentatives pour rétablir la monarchie.

Decius. C'est celà...

Caton. S'il n'est pas content... président... eh bien, nous l'enverrons au tribunal ; il s'expliquera...

Manlius. Si on a la complaisance de l'entendre ; ce que je ne crois pas.

Scipion. S'il falloit les écouter tous, ces gueux-là, on n'en finiroit pas...

LE CERTIFICAT DE CIVISME.

ON ouvre la porte du comité; Derival se présente.

LE PRESIDENT. Que demandes-tu, citoyen ?

DERIVAL. Un certificat de civisme...

LE PRESIDENT. Ton nom ?...

DERIVAL. Louis-Honoré Derival.

LE PRESIDENT. Louis... Honoré...

CATON. Comment, citoyen, tu portes le nom du ci-devant roi... serois-tu royaliste ?

DERIVAL. Citoyens, je vous observe que Louis et Honoré sont mes noms de baptême, et que je ne puis les changer.

LE PRESIDENT. Valerius-Publicola Derival...

DERIVAL. Mais, citoyens...

LE PRESIDENT. Tais-toi... Ton âge ?

DERIVAL.

Derival. Vingt-sept ans.

Le President. Ton état.

Derival. Homme de lettres.

Le President. Donne la liste des témoins.

Derival. La voici.

Le President. As-tu toujours bien rempli tes devoirs civiques ?

Derival. Oui, citoyens, je puis vous en donner toutes les preuves.

Le President. Quelles places as-tu occupé dans ta section.

Derival. J'ai été membre du comité de bienfaisance.

Le President. Ton certificat de résidence ?

Derival. Le voici.

Le President. Pourquoi as-tu quitté Paris ?

Derival. Des affaires importantes m'ont forcé de changer le lieu de ma résidence.

Le President. Ton passe-port ?

Derival. Le voici.

Brutus. Paraphe ces papiers devant le pétitionnaire.

Le President. Quelqu'un de nos collègues a-t-il des questions à faire au pétitionnaire ?

Tous les membres. Non.

Le President. En ce cas, retire-toi, le comité délibérera sur ta demande. (*Dérival se retire*).

Le President. Citoyens collègues, que pensez-vous du pétitionnaire ?..

Cassius. Président, c'est un muscadin.

Regulus. Il est homme de lettres ; qu'est-ce que c'est que çà ?.. Un contre-révolutionnaire, je parie.

Manlius. Eh oui, il écrit des lettres aux ennemis de l'Etat : il est en correspondance avec les fédéralistes.

Scipion. Mon collègue a raison ; monsieur *Louis-Honoré* est un suspect. Je

demande qu'on l'honore de la prison.

Brutus. Avez-vous remarqué, citoyens collègues, son air, son style, son parler, ses gestes ; c'est un suspect, un émigré peut-être ; il a quitté Paris dans la crainte d'être guillotiné.

Decius. Eh ! sans doute, il a été du comité de bienfaisance.... C'est pour la frime ; il a fait du bien aux royalistes, et du mal aux républicains.

Le Président. Citoyens, le citoyen Courval est du nombre des témoins.

Caton. Il connoît le citoyen Courval !.. c'est un suspect... car, citoyens, vous connoissez tous le modéré Courval ; ses opinions anti-révolutionnaires sont à la connoissance du comité.

Manlius. Caton a raison.

Regulus. Citoyens, ma motion paroîtra peut-être exagérée... mais je

demande qu'on mette en arrestation le citoyen Courval.

Tous les membres. Oui, oui, c'est un suspect.

Regulus. Et de plus tous les signateurs de la pétition du pétitionnaire.

Tous les membres. Oui, oui.

Le Président. Citoyens, nous devons prendre des précautions à l'égard du citoyen Courval, indigne de la place qu'il occupe au Comité; mais il faut observer qu'il est aimé dans ce canton, que nous devons le ménager; nous sommes assez forts pour le déjouer. Il ne peut influer en rien sur nos délibérations; il n'est point à craindre, citoyens, nos yeux sont ouverts sur lui. Je pense, citoyens, qu'il est inutile de lancer contre lui un mandat d'arrêt; qu'il seroit même impolitique de le faire.

Caton. Scœvola a raison, citoyens collègues. Il faut nous acquérir l'estime des habitans de ce canton.

Regulus. Mais, citoyens, nous pouvons toujours offrer les autres témoins et le pétitionnaire.

Le President; citoyens, cette mesure est même urgente.

Manlius. Le citoyen Derival est un aristocrate gangrené... Je demande que l'on rédige sur-le-champ le mandat d'arrêt contre lui.

Le President. Comme étant suspect; car l'article II (1) de la loi du 19 septembre 1793 (vieux style) porte que ceux à qui l'on a refusé des certificats de civisme sont réputés suspects.

Decius. Suspects; c'est cela... Nous refusons le certificat de civisme, donc le citoyen demandeur est suspect.

Scipion. Incarcérons le pétitionnaire....

Le President. Tenez, citoyens, voici le mandat d'arrêt.

---

(1) Voyez la loi sur les suspects à la fin de ce volume.

(*Tous les membres signent*).

Aristide. Tu es un homme expéditif, citoyen président, tu as bien mérité de la patrie.

Le President. Citoyens, je fais mon devoir, ma récompense est dans mon cœur ; je servirai la Patrie, et de tout mon pouvoir ; dussai-je, comme mon patron, avoir un jour la main brûlée en voulant assassiner les tyrans.

Tous les membres. Bravo.

Aristide. Je me charge d'arrêter le pétitionnaire.

Regulus. C'est mon tour, Aristide ; c'est moi qui le coffrerai.

Aristide. J'arrêterai les témoins... moi...

Cassius. Il y en a pour tout le monde....

Le President. J'aime à voir, citoyens collègues, l'empressement que vous mettez à servir la patrie, à remplir les devoirs qui vous sont confiés. Je

vois encore avec plaisir que chacun se dispute l'honneur d'arrêter un royaliste, un contre-révolutionnaire. O mes collègues ! gardez ce même zèle, et la patrie heureuse enfin vous nommera ses libérateurs !...

Oui, citoyens, après avoir purgé le sol français de ces monstres qui veulent le malheur de leur pays, vous verrez le bonheur et la tranquillité renaître. J'en accepte l'augure, ô mes chers collègues ! mes frères, mes amis; oui, la destruction des égoïstes, des contre-révolutionnaires sera le signal de la prospérité publique.

Unissons donc nos efforts à ceux de la montagne, à ceux des montagnards, et précipitons dans le marais cette foule de royalistes, qui n'en auroient jamais dû sortir.

Vive la République ! vive l'Egalité !

Tous les membres répètent, vive la République !

Le President. Cette séance, citoyens, fera époque dans les fastes révolutionnaires : il est, j'en suis certain, bien peu de comités qui se conduisent aussi bien que nous.

Regulus. Oui, président, nous allons vîte en besogne.

Scipion. Après notre mort, on nous décernera les honneurs du Panthéon.

Decius. Ah! vivons, citoyens, vivons pour servir la patrie de nos moyens et de nos talens officieux.

Cassius. Nous serons proclamés dans Paris les sauveurs de la patrie, les révolutionnaires par excellence.

Le President. Que cette noble ambition vous anime toujours...

Aristide. Président, je te rappelle à l'ordre....

Le President. Comment ?

Aristide. Tu viens de prononcer un mot royaliste, un mot proscrit ; il ne faut pas prêcher l'aristocratie.

Le Président. Ce soupçon m'outrage... Mais qu'ai-je dit pour le mériter ?

Aristide. Tu as dit : *Une noble ambition vous anime....* Certes, citoyens, ce n'est pas l'ambition des nobles qui nous anime ; la noblesse est abolie .. il ne faut pas que nos discours soient entichés de noblesse.

Le Président. Citoyens, il est vrai, ce mot, ce mot hideux m'est échappé... mais je vous avoue que c'est sans intention. Il est trop vil pour moi.... Si je l'ai proféré, c'est par inadvertance, par habitude... Chacun de vous sait qu'on disoit autrefois : *un noble desir, une noble ambition.*

Caton. Oui ; parce que dans le vieux style on mettoit de la noblesse partout.

Le Président. Je pense que le comité ne me suppose pas des intentions anti-républicaines et contre-révolutionnaires ?

Tous les membres. Non, non.

Le Président. J'ai fait mes preuves dans la révolution, je suis vétéran, citoyens collègues... et les circonstances où je me suis trouvé ont souvent vu l'épreuve de mon courage et de mon patriotisme.

Régulus Personne n'en doute, citoyen président, c'est par zèle et par patriotisme que notre collègue Aristide t'a relevé.

Decius. Mais il n'est pas tombé par terre...

Regulus Tu n'entends pas, Decius, que relever l'opinion de quelqu'un, c'est lui faire entendre qu'il a mal dit.

Decius. J'entends...

Aristide. Président, pardonne-moi mon reproche; il est naturel : tout, jusqu'aux oreilles, doit-être républicain chez un patriote, et j'ai été indigné de t'entendre prononcer un mot contre-révolutionnaire...

Manlius. Ce sont tes oreilles qui ont entendu, ce sont donc tes oreilles qui ont été indignées ?

Aristide. Cela se comprend.

Scœvola. Crois, mon cher collègue Aristide, que j'ai vu avec plaisir ton zèle et ta remarque... Je t'en sais gré.... Il faut s'entraîder, mon ami; pour ne pas faire de faux pas, le voyageur s'appuie sur un bâton.

Aristide. C'est toi qui es le voyageur et c'est moi qui suis le bâton...

Cassius. Citoyens, je demande, par motion d'ordre, que l'on mette aux voix les mandats d'arrêt contre Racine, et autres auteurs dénoncés par l'accusateur public...

Decius. A propos, l'on n'y pensoit pas...

Cassius. Et ensuite qu'on envoie au comité de Sûreté générale, les questions répondues.

Manlius. Tu as raison.

Cassius. Et enfin je demande que nous déclarions que le patriote qui a donné ses souliers à la patrie a bien mérité de la patrie, et qu'il lui sera accordé une somme à prendre sur les biens de quelque conspirateur, pour qu'il achète une autre paire de souliers avec.

Decius C'est juste.

Scipion. Une somme de *cinquante francs....*

Manlius. Oui.

Le President. Je mets aux voix les propositions de Cassius.

(*Elles sont adoptées*).

LE PASSE-PORT.

Alors entra Bazile : il venoit demander un passe-port.

Bazile. Citoyens, est-ce ici qu'on vient chercher un passe-port ?

Le President. Oui, citoyen.

Bazile. Eh bien, citoyens, je viens vous prier de m'en parapher t'un... car depuis que les citoyens sont libres, on n'est pas libre de faire un pas hors de chez soi quasi, sans qu'on ait t'un papier z'à la main.

Le Président. Pour quel endroit demandes-tu ton passe-port ?

Bazile. Pour Amiens, citoyens...

Caton. Amiens ! c'est un département de conspirateurs.

Bazile. Il s'en faut, citoyens : c'est là z'où est le bon *Lebon*.

Le President. Ah, oui !.. Joseph Lebon ; c'est un brave homme, n'est-ce pas ?...

Bazile. On dit que c'est un coquin.

Le President. Comment! tu insultes un représentant du peuple...

Bazile. Ce n'est pas moi qui dis ça, citoyens...

Le President. A la bonne heure... Et que veux-tu faire à Amiens ?... conspirer contre Joseph Lebon, peut-être ?...

Bazile. Non, non, citoyens... Je vais voir mon oncle et mon cousin, s'ils sont encore de ce monde... car on dit qu'il y a z'une maladie épidémique, et que tout le monde meurt dans le pays, et cela depuis l'arrivée du représentant du peuple Lebon

Le President. Comment on ose tenir de pareils propos à la face des comités révolutionnaires... Sais-tu bien, insolent citoyen, que nous pouvons te faire

incarcérer sur-le-champ dans les prisons, si nous voulons.

Bazile. Citoyens, Dieu me préserve d'avoir un tel desir....

Aristide. Dieu ne t'en préservera pas, si la patrie le veut.

Bazile. Est-ce que c'est vous, citoyens, qui êtes la patrie ?

Le Président. Oui, citoyen, c'est nous qui sommes chargés de surveiller les conspirateurs et les fédéralistes, au nom de la patrie.

Bazile. Montrez-moi vos pouvoirs.

Le Président. Ah ça, petit insolent, prends garde que nous ne te fassions repentir de ton audace.

Bazile. Mais, citoyens....

Caton. Tais-toi.

Bazile. Donnez-moi mon passeport.

Le Président. Comment t'appelles-tu ?...

Bazile. Vous voulez savoir mon

nom... je m'appelle Nicolas Bazile.

Le Président. Nicolas Bazile. Le lieu de ta naissance ?

Bazile. De ma naissance ? c'est ce pays-ci.

Le Président. As-tu ton certificat de résidence ?

Bazile. Oui, citoyen, le voilà.

Le President. Aimes-tu la Patrie ?

Bazile. Oui, citoyen, et de tout mon cœur.

Le Président. Comment ! tu aimes la patrie, et tu dis du mal des comités révolutionnaires !

Bazile Mais, citoyens, je n'ai jamais rien dit...

Le Président. Comment ! tu n'as jamais rien dit ?

Decius. Ah ! c'est un conspirateur, j'en suis sûr, citoyens. Il demande un passe-port pour quitter son pays.

Scipion. Sans doute, il veut émigrer.

Manlius. Il faut l'en empêcher.

Bazile. Mais, citoyens, je vous jure que....

Cassius. Ne jure pas, petit menteur, ne jure pas... c'est un faux serment.

Regulus. Je gagerois que c'est un prêtre.

Bazile. Moi, z'un prêtre... ah, citoyens, regardez-moi bien.

Regulus. Un prêtre insermenté.

Bazile. Ai-je t-y l'air d'un prête ?

Scipion. Il veut se sauver et échapper au glaive des lois.

Bazile. Citoyens, je ne suis pas t'un coquin, ni un prête, ni un aristocrate, et je ne veux pas déserter.

Manlius. C'est un déserteur... des drapeaux de la patrie...

Bazile. Mais, citoyens, il ne s'agit pas de çà.

Le Président. Comment ? il ne s'agit pas...

Bazile. Eh ! oui, je viens de-

mander un passe-port... je ne viens pas pour...

Regulus. Tu ne viens pas pour te faire coffrer, citoyen...

Bazile. Non, citoyens, je ne viens pas pour ça ; encore une fois, je suis t'un bon citoyen, citoyens.

Scipion. Je mets opposition, à la délivrance du passe-port.

Bazile. Je ne demande pas....

Decius. Sans doute, il veut passer les ports, et aller à Amiens, pour conspirer avec les anglais.

Bazile. Mais, citoyens, je ne parle pas d'Angleterre...

Le Président. Allons, il soutiendra qu'il n'est pas un fédéraliste.

Bazile. Un fédéra... non, citoyens, je n'en suis pas t'un... Ah! ça, citoyens, voulez-vous-t'y, voulez-vous-t'y pas me donner un passe-port ?...

Le Président. Non, citoyen, le comité te le refuse.

Bazile. Eh bien, allez vous-en au diable, vous êtes tous des coquins.

Le Président. Comment ?...

(*Bazile se sauve*).

Caton. Président, je demande qu'on lance sur-le-champ contre lui z'un mandat d'arrêt, pour l'arrêter...

Manlius. Il a insulté le comité, citoyens, il faut l'incarcérer...

Le Président. Je vais rédiger le mandat d'arrêt, et vous le signerez.

Caton. Oui, oui.

Regulus. Nous n'avons plus rien à faire ; eh bien, levons la séance.

Le Président. Signez d'abord les mandats d'arrêt. Regulus, tu vas aller chez le demandeur de certificat de civisme...

Regulus. Oui, oui, président, je m'en charge.

Le Président. Et toi, Aristide, tu arrêteras les témoins.

Aristide. C'est mon affaire, président, compte sur moi.

CATON. Oh ! ils sont en bonnes mains.

REGULUS. Je vais aller requérir le commissaire de police, pour ma petite expédition.

LE PRESIDENT. Comme il faut se partager les bonnes aubaines, Caton et Scipion iront retirer les lettres à la poste.

SCIPION. Il faut de l'égalité pour tout.

CATON. C'est juste.

SCIPION. Je me dévoue entièrement à la chose publique, président.

CATON. Et moi z'aussi, président.

LE PRÉSIDENT. La séance est levée.

MANLIUS. Levons-nous.

DECIUS. Allons arrêter les suspects, si nous en trouvons.

LE PRÉSIDENT. N'oubliez pas, citoyens collègues, qu'à l'assemblée de demain, Courval doit faire son rapport sur les visites domiciliaires.

REGULUS. Je rendrai compte de ma mission aussi.

Le President. Venez tous de bonne heure.

Tous les membres. Oui, oui.

(*Chacun se retire.*)

ARRESTATION.

Toi, tremble, scélérat!... si Dieu punit l'erreur,
Vois quel foudre il prépare aux artisans des crimes:
Tremble!... son bras s'essaie à frapper ses victimes.
VOLT.

REGULUS en sortant du comité s'empressa d'aller trouver le commissaire de Police, pour mettre à exécution le mandat d'arrêt. Suivons-le chez Derival. Celui-ci ne songeoit à rien de ce qui l'attendoit. Il étoit dans son cabinet à composer une ode sur les crimes des tyrans.... Lorsque Régulus, accompagné du commissaire de police, et de deux agens du comité, se présenta chez lui.

DERIVAL. Que voulez-vous, citoyens?

REGULUS. Mettre à l'exécution le mandat d'arrêt dont je suis porteur.

DERIVAL. Ah! c'est le certificat de civisme, que je vous ai demandé?

REGULUS. Je ne sais, citoyen.

DERIVAL. Comment, tu ne sais pas que ce matin...

REGULUS. J'exécute les ordres qui me sont donnés.

DERIVAL. Je vous suis...

REGULUS. Il faut d'abord apposer les scellés et rediger le procès-verbal.

(*Derival voulut faire quelque résistance; mais réfléchissant qu'elle seroit inutile, et que les deux hommes à moustaches accompagnoient Regulus, il se contint*).

(*Regulus procéda à l'inventaire des meubles et effets, et écrivit le procès-verbal suivant. Il faut observer que la formule étoit imprimée, et que le commissaire n'avoit qu'à remplir*).

» L'an deux de la République fran-» çaise, une et indivisible, impérissa-

» ble et démocratique, le 28 messidor ;
» nous Octavius-Antonius Regulus ;
» commissaire du comité de surveillance
» révolutionnaire du canton de.... ac-
» compagné du citoyen Boclar, com-
» missaire de police, et Rivière, se-
» crétaire-greffier ; en vertu d'un ar-
» rêté du comité de surveillance révolu-
» tionnaire de cejourd'hui, nous nous
» sommes transportés au domicile du
» citoyen Derival, désigné par ledit
» arrêté ; où étant dans un appartement
» au troisième, pour *conservation* des
» meubles et effets dudit citoyen Deri-
» val, avons fermé les volets des deux
» pièces servant de chambre à coucher,
» et fermé ladite porte, ayant *préa-*
» *lablement resserré dans ladite pièce*
» *tout ce qui devenoit inutile de lais-*
» *ser en évidence* (1). Avons pareille-
» lement fermé la porte d'une garde-

(1) L'or et les bijoux,

» robe

» robe se trouvant dans ladite anti-
» chambre, et avons apposé nos scellés
» sur icelle; ensuite sommes descendus
» à la *cave*, et après l'avoir fermée
» avons apposé nos scellés sur la porte
» d'icelle. Sur la demande du citoyen
» Derival, et pour l'usage de sa femme,
» nous avons laissé en évidence sept pai-
» res de draps, deux douzaines de ser-
» viettes, six tabliers, trois torchons,
» six chemises de femme, douze che-
» mises d'homme, treize mouchoirs
» blancs, six paires de *bas de coton*,
» *dont une de soie*; douze bandeaux,
» douze bonnets de coton; plus deux
» matelats de laine, couverts en futaine,
» un traversin de bazin et une couver-
» ture de coton.

» Ensuite étant descendus à la *cuisine*,
» y avons trouvé treize pièces de cui-
» vre, chaudron, marmite, braisière,
» poëlons et casserolles, et les ustensiles
» de cuisine; ensuite avons laissé tant

» nosdits scellés que les meubles en évi-
» dence, à la charge et garde du ci-
» toyen Alexis, qui les reconnaît et
» s'en est chargé volontairement, sous
» les peines de droit, qu'il a dit bien
» entendre, et des lignes ci-dessus écri-
» tes.

» A l'égard d'un sabre, d'une paire
» de pistolets, d'un couteau de chasse,
» ainsi qu'un fusil de chasse à deux
» coups, nous nous en sommes em-
» parés, pour les déposer en notre co-
» mité.

» Dont et de tout ce que dessus
» avons fait et rédigé le présent procès-
» verbal, lequel, après lecture faite,
» tous les susnommés ont signé avec
» nous.

Regulus, Alexis, Derival, Boclar et *Rivière.*

Derival avoit bien suivi Regulus pendant sa perquisition, dans les cham-

bres, la cave et la cuisine. Celui-ci, fâché d'être apperçu, ne pouvoit mettre encore à exécution le *mandat d'arrêt qu'il avoit décerné contre les bijoux*. Derival, après la rédaction du procès-verbal, entra dans sa chambre, prit ses papiers, et écrivit à sa femme, qui étoit absente dans ce moment :

» Ne t'effraie pas si tu me vois absent, » ô ma bonne amie, je viens d'être » arrêté par les *honnêtes gens* auxquels » j'ai été demander un certificat de » civisme, et vais rejoindre ce qu'il y » a de gens *probes* et *vertueux*; car ce » sont-là les *suspects*.

» J'espère me revoir bientôt auprès » de toi, ma chère Sophie, car le règne » du crime est passager.

Tôt ou tard la vertu reprendra son empire.

» En attendant compte sur mon cou- « rage, et rassure-toi.

Ton ami, *Derival*.

Il remit cette lettre à Alix, et suivit Regulus et ses collègues, qui le conduisirent en prison.

LETTRES DÉCACHETÉES.

.....quid non mortalia pectora cogis,
Auri sacra fames.....
VIRG.

PENDANT que Regulus remplissoit son honorable mission, ses deux collègues, Caton et Scipion, alloient à la poste, et s'emparoient des lettres. On reconnoissoit aisément au volume et au poids si quelques assignats étoient *incarcérés* dans les missives. et vérification faite, on s'en emparoit au nom de la patrie.

C'est ce que firent nos héros ; ils prirent toutes les lettres, et de crainte de se tromper, les ouvrirent toutes, mirent en *liberté* les assignats *incarcérés*, se partagèrent avec *égalité* lesdits assignats, et examinèrent *au nom de la République*, le contenu des lettres.

Celles qui venoient des pays étrangers leurs paroissoient suspectes. Ils s'en saisissoient au préalable. Ils déchirèrent et jettèrent plusieurs lettres après en avoir provisoirement *retiré le contenu*, et prirent les autres pour les porter au comité de surveillance révolutionnaire, qui avoit pour habitude de faire arrêter comme suspects les signataires desdites lettres, et les individus à qui ces lettres étoient adressées.

C'étoit rendre de grands services à la patrie, que de décacheter les lettres : par le *décachètement*, on saisissoit le fil des intrigues aristocratiques; on étoit instruit des correspondances des émigrés ; on connoissoit les conspirateurs et les royalistes ; on voyoit enfin, et cela n'étoit pas indifférent, on voyoit si les assignats avoient été *contrefaits* chez l'étranger. Les membres du comité avoient le tact pour les reconnoître.

C'est ainsi que la lettre la plus simple écrite avec bonhommie, et sans mauvaise intention, à l'aide d'une fausse interprétation, attiroit souvent à son auteur un brévet de *suspect*, s'il ne lui valoit un *passe-port* pour *l'autre monde.*

C'est ainsi que l'homme le plus probe, le plus ami de la révolution et de la république étoit conduit à l'échafaud... pour avoir écrit une lettre qui, par exemple, étoit adressée à un étranger, ou qui étoit datée d'une ville étrangère, ou qui contenoit des expressions prohibées aujourd'hui, telles que le mot *monsieur*, et quelques formules ou dates du vieux style!!!....

BRIS DE SCELLÉS.

.....*Dis plutôt des brigands.*
VOLT.

MANLIUS et Decius avoient apposé des scellés chez un *suspect*... Ils décidèrent qu'ils iroient les lever... et se mirent en marche à cet effet.

Chemin faisant, ils causèrent du *charmant* emploi qu'ils exerçoient, de la *haute considération* dont ils jouissoient. Manlius, disoit Decius, *servir* sa patrie est un bien grand plaisir. Tu as raison, répondoit Manlius : il faut aimer sa patrie et la servir.

DECIUS. Notre récompense....

MANLIUS. Est dans notre cœur..

DECIUS. Nous la prenons dans nos fonctions...

MANLIUS. C'est le revenant-bon du métier.

DECIUS. Entre nous soit dit... l'état est charmant.... Que le comité tienne encore six mois seulement, ma fortune est faite, et je donne ma démission....

MANLIUS. J'espère bien qu'il tiendra *éternellement.*

DECIUS. Tu crois...

MANLIUS. J'en suis certain.

DECIUS. Mais cependant à force d'arrêter, de guillotiner, on dépeuple les villes.

MANLIUS. Il est vrai; il ne restera plus personne à guillotiner ni à incarcérer, si cela continue... car du train dont nous y allons...

DECIUS. Les intérêts de la république sont entre bonnes mains... Mais pourtant, Manlius, mon cher collègue, qui arrêterons-nous, qui guillotinerons-nous, s'il n'y a plus personne

sur la terre ? car enfin, nous la débarassons...

Manlius. Mais, mon ami, tu n'entends donc pas que la population ne s'éteindra pas sitôt... Les enfans de ceux que nous arrêtons...

Decius. Eh, parbleu, tu as raison; nous incarcérerons les enfans.

Manlius. Ces enfans deviendront grands, comme je te disois, et feront encore d'autres enfans; car, remarque la politique du gouvernement, nous ne guillotinons pas les femmes.

Decius. C'est en vérité, vrai.

Manlius Cependant, si nous allions toujours aussi vite en besogne, nous finirions par mettre à sec le territoire français.

Decius. Alors il n'y auroit plus de comités.

Manlius. Mais, mon ami, la république est grande; nous avons du tems devant nous.

Decius. Il faut nous enrichir tout en enrichissant la patrie.

Manlius. Si nous n'étions pas encouragés dans nos fonctions, comment pourrions-nous vivre ? Ah ! Decius, le régime de la terreur est la plus belle idée que l'on ait jamais eu ; voyez comme les aristocrates tremblent.

Decius. Il nous craignent, les aristocrates, y a gros.

Manlius. Ils n'osent rien dire, ni rien faire.

Decius. Ils sont stupéfaits, comme on dit.

Manlius. Vive le gouvernement révolutionnaire, c'est lui seul qui sauvera la patrie ; il faut absolument faire rentrer dans la poussière ceux qui lèvent la tête.

Decius. Il faut la leur couper.

Manlius. Il faut que tout s'humilie devant nous.

DECIUS. C'est vrai.

MANLIUS. Nous sommes la *crème* des patriotes...

DECIUS. Ah ! tu as bien raison.

MANLIUS. L'estime de nos concitoyens nous a élevé au poste que nous occupons.

DECIUS. Et que nous remplissons dignement.

MANLIUS. Il ne nous convient pas de nous donner des éloges ; c'est à la patrie à dire si nous l'avons bien ou mal servie.

DECIUS. Comme des patriotes, nous avons fait notre devoir, nous nous sommes montrés les ennemis des fédéralistes, des prêtres, des modérés, des suspects et des conspirateurs.

MANLIUS. Il faut toujours se bien comporter.

— Et tout en parlant ainsi ils arrivèrent à la maison de Duval. Ils frappèrent,

pèrent ; on leur ouvrit. Ils entrèrent, et dès qu'il furent seuls, ils levèrent adroitement les scellés, qu'ils avoient apposés sur une armoire, s'emparèrent d'une partie du linge, et autres effets qui y étoient enfermés, et rétablirent les scellés ; ils procédèrent ensuite à l'ouverture d'un secrétaire ; ayant levé les scellés, ils furent embarassés pour soulever la serrure ; Decius, après quelques efforts, parvint enfin à l'ouvrir... Ils s'emparèrent alors de l'or, de l'argent, des assignats et des bijoux les plus précieux qu'ils trouvèrent. « Notre suspect, » disoit Manlius, ne le saura jamais. A » moins qu'il ne revienne de l'autre mon- » de pour ouvrir son secrétaire, il ne » pourra nous dénoncer, ainsi *prenons*, » *prenons*, répétoit Decius ; » et tout en disant *prenons* ils *prenoient*. L'opération finie, ils remirent les scellés avec adresse et se retirèrent comme ils étoient

venus, emportant leurs paquets sous le bras.

Vive la République ! disoient-ils en s'en allant ; et ils frédonnoient le refrein : *Ah ! ça ira, ça ira, ça ira ! ! !...*

ENCORE.

*Les défenseurs de la République adoptent la maxime de César ; ils croient qu'*on n'a rien fait, tant qu'il reste quelque chose à faire. *Il nous reste encore assez de dangers pour occuper tout notre zele... Le gouvernement révolutionnaire a besoin d'une* activité extraordinaire.... *Le gouvernement révolutionnaire doit aux bons citoyens toute la protection nationale ; il ne doit aux ennemis du peuple que la* mort.... *Il est appuyé sur la plus sainte de toutes les lois*, le salut du peuple *; sur le plus irréfragable de tous les titres*, *la* nécessité....

ROBESPIERRE. (1).

LES membres du comité se rendirent de bonne heure au lieu de leurs séances.

Aristide et Scœvola arrivèrent les premiers.

(1) Discours du 5 nivôse an 2, sur les *principes* du gouvernement révolutionnaire.

Le Président. Eh bien, Aristide, comment vont les affaires ?

Aristide. A merveille, président ; j'ai coffré mes témoins.

Le Président. A propos, ils ont dû être bien étonnés ?...

Aristide Effrayés, mon ami.

Le President. Ils ne nous aiment guère les habitans de ce canton.... Entre nous soit dit, ils seroient bien contens si nous montions dans la charette.

Aristide. Tu as raison ; il nous en veulent. Il faut nous en défaire.

Le Président. Et comment ?

Aristide. Les dénoncer à cette séance comme *suspects*.

Le Président. Et, sans doute ils sont suspects ; ils n'aiment pas le gouvernement révolutionnaire ; il y en a qui n'ont pas voulu mettre sur leur maison : *Unité, indivisibilité de la république, liberté, égalité, fraternité*

ou la mort. Il faut les punir pendant que nous sommes puissans, il faut nous saisir des ennemis du peuple.

ARISTIDE. Président, je me charge de les dénoncer, et qui plus est de les arrêter.

LE PRÉSIDENT. Tu viens déjà de faire une arrestation, il faut les laisser à nos confrères ; chacun son tour.

ARISTIDE. Je le veux bien, car il faut de l'égalité en tout.

LE PRÉSIDENT. Rappelle-toi la devise : *Egalité ou la mort.* Ainsi c'est notre collègue Brutus que nous chargerons de la mission.

ARISTIDE. J'y consens ; c'est qu'on ne se lasse pas de servir sa patrie ; un bon républicain.... ah ! ah ! ah !

LE PRÉSIDENT, *éclatant de rire.* Ah ! ah ! ah ! vive la République ! Aristide, vivent les comités révolutionnaires !...

ARISTIDE. Je me joins à toi. Connois-tu la chanson ?

Il faut travailler de concert,
Pour faire bientôt un desert
De France,
Il faut sur-tout incarcérer,
Il faut aussi guillotiner
En France.

LE PRÉSIDENT. Pas toute la France, mais une partie.

ARISTIDE. Et le deuxième couplet.

Unissons donc tous nos efforts,
Pour que les suspects soient tous morts
En France.
Et pour cela, mes chers amis,
Guillotinons qui sera pris
En France.

LE PRÉSIDENT. A merveille.

ARISTIDE. Elle est de moi, la chanson.

LE PRESIDENT. Comment diable!...

ARISTIDE. Ecoute donc le troisième couplet.

Vive à jamais les comités,
Car ils sont tous bien composés,

En France.
Il faudra donc les conserver,
Ce sont eux qui sauront sauver
La France.

Le Président. Bravo.

Aristide. Et le dernier couplet, celui-là est le plus beau.

Les vivans pourroient revenir,
Il faut donc les faire mourir
En France.
Ces messieurs pourront émigrer,
Vite il faut les guillotiner,
En France.

Le Président. C'est juste, mon ami, les morts ne reviennent pas; c'est ce que disoit notre ami Barrere.

Aristide. Vive la guillotine, morbleu; mort aux aristocrates.

Le Président. Mais voici nos collègues.

Les autres membres entrent alors dans la salle; le Président se place,

agite sa sonnette, et dit : Citoyens, la séance est ouverte.

ARISTIDE. Président, avant qu'on entame la discussion, je vais faire une dénonciation.

BRUTUS. Bravo.

ARISTIDE. Les habitans de ce canton nous détestent.

CATON. C'est en vérité vrai.

ARISTIDE. Je les dénonce, citoyens, et je demande qu'il soit pris de fortes mesures à leur égard.

CATON. Je m'unis à Aristide pour demander leur incarcération; ce sont des suspects, des contre-révolutionnaires.

BRUTUS. Oui, citoyens collègues, ils se plaignent toujours. Je demande qu'on mette aux voix l'arrestation.

COURVAL. Je demande la parole, président.

SCŒVOLA. Tu l'as.

COURVAL. Citoyens, vous vous éton-

nez que les habitans de ce canton se plaignent, et certes ils n'ont pas tort.

BRUTUS. Comment ?

COURVAL. Vous faites arrêter leurs amis, leurs parens, vous mettez en réquisition leurs bleds, leurs bestiaux, et vous voulez qu'ils soient contens!

(*Murmures*).

Certes, citoyens, vous ne pouvez pas les forcer à dire : *nous sommes contens*, tandis qu'ils sont malheureux.

SCŒVOLA. Mais, citoyen Courval, je vous observerai que c'est le gouvernement révolutionnaire que vous attaquez.

COURVAL. Je sais bien, citoyens, que ce sont les lois révolutionnaires qui ont mis en réquisition les propriétés des laboureurs, je le sais, citoyens ; mais une chose que vous ne savez pas, c'est que les lois révolutionnaires ne peuvent être exécutées que dans des

grandes villes et non dans de petites provinces, parce qu'on peut ruiner quelques particuliers, sans que la masse en souffre ; au lieu que dans les provinces, chacun souffre de cela ; le laboureur, le fermier, le paisible habitant sont exposés chaque jour.

ARISTIDE. Citoyens, le citoyen Courval me paroît prêcher la révolte contre les lois révolutionnaires.

COURVAL. Je n'ai jamais dit cela, citoyens ; je ne sais de quelle manière vous interprétez mes discours ; mais je puis vous certifier que je n'ai jamais eu l'intention d'exciter à la révolte contre des lois *sages* et patriotiques.

Pour finir, citoyens, je demande qu'on passe à l'ordre du jour sur la proposition de notre collègue Aristide.

BRUTUS. Président, je te demande la parole. Je m'oppose, citoyens, à ce que dit notre collègue Courval ; je

demande moi l'arrestation des citoyens de ce canton ; car si nous n'arrêtons pas, nous serons arrêtés.

CATON. C'est juste.

BRUTUS. Oui, citoyens, les habitans sont des contre-révolutionnaires et des suspects... Je vote pour l'arrestation.

CATON. Et moi z'aussi.

COURVAL. Citoyens, vous allez faire des ennemis à la république, les braves laboureurs, se voyant ainsi tourmentés, finiront par se soulever.

SCIPION. C'est ce que nous voulons empêcher : vous l'entendez, citoyens ; Courval le dit lui-même, les habitans de ce canton veulent se soulever. Eh bien il faut leur en empêcher ; il faut couper le mal dans sa racine ; je vote pour l'arrestation.

CATON. Aux voix l'arrestation.

(*Le Président met aux voix l'arrestation ; elle est adoptée.*)

LE PRÉSIDENT. Citoyens, le citoyen

Courval a la parole pour faire son rapport sur les visites domiciliaires.

Courval. Citoyens, dans votre séance d'hier ; vous avez arrêté que des visites domiciliaires seroient faites chez tous les habitans de ce canton, et c'est moi que vous avez bien voulu honorer de cette mission. Je vais, citoyens, vous rendre compte de ma conduite.

En sortant d'ici, je me suis transporté, avec la force armée, dans les maison environnantes, et je vous avoue qu'à mon grand plaisir, je n'ai trouvé ni aucun objet, ni aucun individu suspect.

Brutus. Comment tu n'as pas trouvé de suspects ?

Courval. Non, citoyens, et c'est avec satisfaction que je l'affirme ici ; tous les habitans de ce canton aiment la république, aiment le gouvernement, mais se plaignent un peu

de la sévérité que nous mettons à exécuter les lois.

CATON. Et tu n'as pas arrêté les plaignans ?....

COURVAL. Une seule maison, citoyens, m'a paru suspecte, et j'y ai fait une plus ample visite, c'est celle d'un chaudronnier nommé *Lorage*, homme très-méchant.

CATON. Comment, citoyens, Lorage est un de mes amis ; c'est un bon patriote, je le jure. Est-ce que tu l'aurois arrêté, par hasard.

COURVAL. Oui, citoyens, je m'en suis saisi provisoirement : cet homme avoit chez lui plusieurs sacs d'argent.

BRUTUS. C'est un accapareur.

COURVAL. Dites plutôt un voleur ; car sa mise, la physionomie de sa maison, rien n'indiquoit qu'il pût être riche ; j'ai trouvé en outre chez lui un accaparement de savon, de sucre et de riz.

Brutus. Je te le disois bien.

Caton. Comment, citoyens, vous croyez tout cela ?.. Mais, citoyens, je jure, citoyens, que le citoyen Lorage est un patriote opprimé.

Brutus. Mais, pourquoi z'a-t-il accaparé ?

Caton. Ce sont des marchandises qu'il a z'en dépôt. C'est un si brave homme.

Brutus. Courval a bien fait de le coffrer en attendant. C'est un suspect.

Courval. Oui, citoyens, cet individu porte tous les caractères d'un scélérat ; c'est un accapareur, un voleur, et je crois avoir bien fait en l'arrêtant.

Brutus. Oui, oui.

Courval. Au surplus, rien ne sera si aisé que de le mettre en liberté s'il est innocent.

Brutus. Si... mais en attendant

qu'il le soit, ce qui sera long, je pense, il restera dedans.

Courval. Enfin, citoyens, à l'exception de ce coquin, je n'ai trouvé personne qui puisse être soupçonné de correspondance avec les ennemis, ni de haine pour le gouvernement républicain.

Scipion. Tu n'as pas bien visité : le canton fourmille de suspects. Au surplus, nous venons de les mettre provisoirement en état d'arrestation. Ils en sortiront s'ils sont *innocens*, comme tu le disois tout-à-l'heure.

Courval. Ils sortiront en ce cas, j'en réponds.

Le Président. Citoyens, nos collègues Caton et Scipion ont la parole, pour rendre compte des correspondances qu'ils ont interceptées à la poste.

Caton. Oui, citoyens, que nous avons interprétées.

SCIPION. C'est moi qui prends la parole.

CATON. Oh ! je te la donne, vas.

SCIPION. C'est pour vous compter de notre mission que j'ai la parole, citoyens collègues : eh bien, citoyens, nous avons saisi beaucoup de lettres contre-révolutionnaires, et les voici, citoyens, le président va t'en faire la lecture, si vous le voulez.

CATON. Scœvola va les lire si il veut.

LE PRÉSIDENT, *ouvrant une lettre.*

De Bordeaux, le 22 messidor an 2.

» Mon ami,

» Tout va bien ici, nos affaires sont » dans un bel état.

CATON. *Nos affaires...* Il s'agit ni pus, ni moins que des affaires de Coblentz.

LE PRÉSIDENT. » La fortune nous » sourit...

CATON. *Nous sourit...* Le coquin ?

LE PRÉSIDENT. » Et sans les pertes

» que j'ai essuyées dernièrement, je se-
» rois au comble du bonheur.

Brutus. *Les pertes qu'il a essuyées....* Il se plaint des réquisitions ; c'est sans doute un accapareur.

Le Président. Oui ; car il écrit ensuite : « Mes magasins sont garnis...

Brutus. Avois-je-t-y raison ?

Le Président. « J'ai de l'or pour
» répondre à mes engagemens.

Caton. C'est un conspirateur. Il a de l'or.

Le Président. « Les assignats per-
» dent beaucoup ici.

Caton. Oh ! le scélérat ? c'est pourquoi qui dit qu'il a de l'or.

Le Président. « Je t'embrasse, mon
» ami ; viens me voir pendant ta tour-
» née, tu me feras plaisir.

Scipion. Il correspond avec des conspirateurs.

Le Président. » *Signé*, Richard.

Cassius. *Richard*, C'est le nom d'un fédéraliste, d'un aristocrate, ça ?

Manlius. J'appuie la motion.

Régulus. Oui, mon frère a raison.

Aristide. Je vote en conséquence pour l'arrestation de l'*écriveur* et de celui à qui on écrit.

Tous les membres, excepté Courval. Appuyé, appuyé.

(*Le Président met aux voix la proposition, elle est adoptée.*)

Scœvola. Passons à une autre lettre. (*Il lit.*)

Meaux, le 24 messidor, an 2 de l'ère républicaine.

« Mon cousin,

» Je vous apprends avec la plus pro-» fonde douleur...

Caton Il ne tutoie pas ce cousin-là.

Le Président. « Que toutes nos » moissons ont été grêlées...

Manlius. Si l'on peut mentir comme çà ! C'est un conspirateur ; il veut dé-

courager son cousin, en lui annonçant de *tristes malheurs.*

Le Président. « Et que nous ne retirerons point de bled cette année.... Les » vignes sont aussi malheureuses, heureusement les légumes sont déjà avancés ; la récolte en sera abondante. » Quant à nos troupeaux, je vous dirai, » mon cher cousin, que nous avons ici » la maladie ; qu'il en a fallu trepaner » plusieurs.

Decius. il trepane ses moutons, oh ! le scélérat ; c'est afin que les réquisitions ne puissent pas les lui ôter.

Caton. Oh ! le coquin que ce cousin...

Le Président. Cependant il n'en » est mort que cinq de la clavelée, ma » femme à sauvé les autres. J'ai, cette » année, trente-six agneaux de plus que » l'année dernière.

Regulus. Mais, citoyens collègues, c'est un accapareur : le diable m'emporte.

CATON. Eh, oui ! c'est un accapareur de bestiaux, citoyens collègues.

LE PRÉSIDENT. Voici la fin de la lettre : « La basse-cour est considéra-» blement augmentée. Je vous envoie » douze chapons...

CATON. Il en a menti, citoyens; demandez à mon collègue; les douze chapons, n'étoient pas dans la lettre.

(*Les autres collègues éclatent de rire.*)

CATON. Pourquoi qui rient donc les autres ?

SCIPION. Mais, mon cher collègue, tu oublies que les chapons s'envoient à la messagerie...

CATON. A la ménagerie !...

SCIPION. A la messagerie, qui les envoie par des colporteurs chez les particuliers.

CATON. Je suis fâché, quoiqu'ça, qu'il ne les ait pas envoyé dans la lettre, nous les aurions confisqués.

Regulus. Il a raison, le collègue Caton; nous en aurions fait une offrande à la patrie.

Caton. Et nous en aurions mangé notre part, comme étant patriotes.

Manlius. Oui, nous l'aurions gobé, au nom de la patrie.

Le Président, *continuant de lire.* »Je vous envoie aussi treize poul... » poul... poul... » Il y a un pâté là.. C'est sans doute *poulets* qu'il a voulu mettre ?..

Aristide, *qui s'avance, et qui regarde le papier.* Non, c'est *poulardes*.

Le Président. Oui, c'est poulardes.

Caton. Il envoie encore des poulardes.

Le Président. « Je vous envoie aussi » treize poulardes, qui sont, je crois, ex» cellentes.

Caton. Je le crois t'aussi.

LE PRÉSIDENT. « Les pieds fourchus » sont encore à l'engrais, je vous en » enverrai deux paniers à la fin du mois. » Je suis avec la considération la plus » parfaite, mon cher cousin, votre très- » humble et très-obéissant serviteur,

Vasseur.

ARISTIDE. Ajoutez *conspirateur.* Il envoie des correspondances aux ennemis de l'état.

CATON. Oui, z'il faut coffrer ça : le cousin ira z'en prison.

(*Le président met aux voix l'*arrestation *; elle est* arrêtée.)

SCIPION. Voyons une autre lettre.

LE PRÉSIDENT, *lisant* :

Bourg-la-Reine, 15 juillet 1793.

REGULUS. Président, n'en lis pas davantage ; d'après le titre seulement on voit que c'est un conspirateur.

MANLIUS. Le sang me bout dans les veines ; oh ! si je le tenois, comme je le frotterois.

Le Président. C'est une femme, car elle signe Angélique Vieuson.

Caton. Elle y passera comme les autres, faisons-là z'arrêter, et elle sera jugée sur-le-champ.

(*L'arrestation est mise aux voix et adoptée.*)

Le President, *lisant une lettre.*

» Ma bonne amie,

» J'ai rejoint l'armée, je t'écris, ou » plutot je te fais écrire par un camarade, » tu en sais la raison.

Caton. C'est qu'il ne sait pas t'écrire.

Le Président, *lisant.* « Imagine- » toi voir *Sans-peur*, le bras enveloppé, » buvant à ta santé, à celle de la liberté.

Tous les membres. Bravo, bravo; c'est un patriote!

Le President. » Rossant les autri- » chiens, chantant la carmagnole, voilà » mon portrait: si je reviens près de » toi ma belle amie, ce ne sera qu'a- » près avoir fait rentrer dans la pous-

» sière tous les autrichiens et autres en-
» nemis de l'état. On dit que nos braves
» *frères d'armes* (1) travaillent la mar-
» chandise à Paris ; que les accapareurs
» n'ont pas beau jeu; que l'on guillotine
» tous les jours cinquante à soixante
» personnes.

MANLIUS. Oh ! plus que çà, c'est sûr.

LE PRESIDENT. « Qu'on arrête des
» suspects en diable, et que l'armée
» révolutionnaire va son train, et qu'en-
» fin dans un mois d'ici l'on ne verra
» plus sur la terre un seul suspect (2). Je
» le desire, ma bonne amie, et tous
» mes vœux aboutissent à cela. Je desire
» qu'on fasse aussi bien la guerre aux
» suspects, aux aristocrates de l'inté-
» rieur, que nous la faisons aux enne-
» mis du dehors.

---

(1) Ce sont les frères et amis dont il est question.

(2) Un seul homme.

» On parle de m'envoyer à Paris pour » affaire; j'aimerois mieux rester à mon » poste; mais si j'y viens, je me ma- » rierai avec toi. Je profiterai du mo- » ment pour t'épouser, te faire un » républicain, qui me remplacera en » cas que je meure sur le champ de ba- » taille, et puis je repartirai sur-le- » champ.

» Je t'embrasse à travers ce papier, » avec mes longues, noires et grandes » moustaches.

Aristide. Il ne les a pas plus belles que moi, quand le diable y seroit.

Le Président. « On me dit que je » ferois peur au diable, cela peut être; » car les royalistes, les prêtres et les rois » c'est-à-dire les représentans du diable, » ne nous regardent pas en face.... » C'est admirable comme ils tour- » nent les talons.... nous leur ferons » tourner autre chose. Adieu, mon » cœur.

» Vive la république, et vive l'a-
» mour, c'est ma devise à moi.

» *Sans-peur*, hussard au... régi-
» ment de l'armée de Sambre-et-
» Meuse.

MANLIUS. Voilà une lettre qui m'a remis du beaume dans le sang. C'est d'un patriote celle-là ; quelle différence de style ! c'est bien plus agréable, c'est bien mieux fait que les autres lettres aristocratiques.

CATON. La lettre de *Sans-peur* est démocratique, on peut le dire.

SCIPION. Ainsi l'on peut renvoyer cette lettre à son adresse.

DECIUS. Il n'y a pas de danger.

LE PRÉSIDENT, *lisant*. « Comme je
» l'avois prévu, mon ami, les scélé-
» rats m'ont arrêté...

CATON. *Les scélérats*... C'est de nous dont il est question... (1)

(1) ... *Vous l'entendez, je ne lui fais pas dire.* Molière, Ecole des maris.

Le Président. « Ils m'ont traîné au » comité révolutionnaire, où j'ai trouvé » mon cordonnier président.

Caton. Cordonnier !... Il insulte les cordonniers .... Il insulte les comités révolutionnaires, c'est un contre-révolutionnaire.

Le Président. « Et quatre autres bannis, qu'on auroit pendu sur leur » mine.

Manlius. Comme il avilit le peuple.

Le Président. « Ces coquins-là n'ont » pas voulu m'entendre, et au moment » où j'allois parler, ils m'ont interrompu » par un : *Tu n'as pas la parole.* La » manière dure avec laquelle on m'interrompit, et la voix rauque qui me » fit la réponse, tout cela m'intimida ; » je me crus transporté dans la forêt de » Bondy.

Manlius. L'insolent... Il nous prend pour des voleurs.

Le Président. « Le président me

» dit : Citoyen, dès ce moment, *tu es* » *en état d'arrestation*. Alors quatre » coquins s'approchèrent de moi, me » saisirent et me conduisirent en prison, » où je suis depuis ce moment.

» Je t'embrasse, mon ami, je te prie » d'être tranquille sur mon sort. Adieu.

» *Le Prisonnier.*

» *Nota*. Je ne signe pas mon nom, » les scélérats pourroient saisir ma let- » tre, comme ils arrêtent toutes les au- » tres, et tu pourrois être compromis.

Scipion. Comment !... ce conspirateur a de l'esprit, il ne signe pas.

Caton. Tout notre pouvoir est impuissant devant cette signature. Oh ! si nous le tenions, comme nous le ferions danser....

Cassius. Je lui ferois chanter la carmagnole.

Le Président. Citoyens collègues, rassurons-nous, si nous ne pouvons arrêter le *dictateur* de la lettre, il est en

prison, et le comité révolutionnaire de son arrondissement ne le laissera point sortir, soyez-en sûrs.

Caton. Tu as raison, président, il faudroit *adresser* une *adresse* au comité révolutionnaire usdit, pour recommander le *prisonnier*.

Manlius. Caton a raison.

Scipion. Mais, citoyens, nous ne savons pas quel est le comité révolutionnaire, il n'a pas mis le nom.

Caton. C'est vrai. Allons, il faut espérer en la *justice*, qui ne laisse jamais le crime impuni.

Le Président. Voici une autre lettre.

» Mon ami,

» Je me rendrai chez toi z'après demain, pour l'affaire en question, apprête ton bel habit, et dispose tes jambes, ou plutôt tes jambelettes, pour bien sauter; ma cousine y viendra, z'elle me l'a dit. Ainsi nous nous amuserons beaucoup.

Decius. Qu'est-ce que c'est que ces conspirateurs-là qui s'amusent tandis que le peuple souffre, il faut coffrer ça.

Le Président. « Je t'attends sans » faute après demain, mon ami.

» Ton ami pour toujours,

Besnard.

Caton. Ah ! c'est un benêt ; c'est égal, il faut l'arrêter.

Decius. Aux voix le mandat d'arrêt ?

(*Le président met aux voix le mandat d'arrêt, il est adopté.*)

Manlius. Y a-t-il encore d'autres lettres ?

Le Président. Oui. (*Il lit*).

« Citoyenne, lorsque nos parens nous » marièrent, ils se proposèrent seule- » ment de nous marier selon notre cœur. » Ils n'y ont pas réussi, vous le savez » comme moi, nous nous sommes mariés » sans nous aimer, ce qui n'est pas » égal. Un tel mariage ne doit pas du-

» rer dans un temps de liberté, dans ce » temps qui durera toujours. Je crois » ne t'affliger aucunement en te deman- » dant le divorce. J'ai l'intention de » me démarier; nous n'avons pas d'en- » fans, tu feras ce que tu voudras ; tu » te remarieras s'il te plaît. Adieu pour » la vie.

» Ton ci-devant mari,

Laurent.

Scipion. Ah! citoyens, c'est un citoyen qui divorce; c'est bien; il faut que chacun soit libre, et du moins quand on n'est pas content on se quitte avec cette loi-là.

Caton. Citoyens, j'entends bien qu'il divorce, je sais bien qu'il fait bien; mais je crois que c'est mal, citoyens, de mettre à la fin, signé *z'un ci-devant*, je crois qu'il fait mal, et qu'il pourroit lui en tourner mal.

Le Président. Citoyens, c'est *ci-devant mari* qu'il a mis. Il veut dire

qu'il a été mari, mais qu'il ne l'est plus.

CATON. Ah ! j'entends, c'est que les *ci-devants* offensent toujours mes oreilles.

LE PRESIDENT. Ainsi, citoyens, il n'y a pas lieu à arrestation contre le divorçant.

MANLIUS. Non, citoyens, non ; c'est un homme, il est *libre*...

REGULUS. Passons à l'ordre du jour sur la lettre de divorce, et renvoyons-là z'à son adresse.

LE PRÉSIDENT, *lisant.*

Lyon le 22 messidor de l'an 2.

» Je t'envoie, citoyen, une lettre-» de-change de la somme de 15000 liv. » tirée sur Paris. C'est notre ami Renard » qui l'acquittera. Salut et fraternité,

Durand.

La lettre-de-change n'est pas dans la lettre, est-ce que tu l'as, Caton ?

CATON. Président, non, je ne l'ai

pas ; je n'ai seulement pas fait attention.

Scipion. Je t'assure que la lettre-de-change n'étoit pas dans la lettre, et que c'est pour jouer un mauvais tour aux gens de la poste et à nous, qu'il a annoncé cette lettre. C'est un menteur ; je demande l'arrestation, parce qu'il est sûr qu'il vouloit nous compromettre.

Caton. Oui, j'appuie la motion.

(*Le président met aux voix la proposition, elle est adoptée.*)

Manlius. Avec ça c'est un négociant, il y a de l'argent chez lui ; et puis vous savez que ces négocians correspondent avec l'étranger...

Regulus. Et puis vous savez, citoyens, que notre collègue Decius a fait la motion, dans la séance d'hier, qu'on arrête les lettres-de-change trouvées chez les négocians, et sans doute il y en a chez celui-là.

Decius. Oui, oui, je m'en souviens.

Le Président, *lisant.*

» Mon ami, je t'envoie ci-inclus trois » cents livres assignats ...

Caton, *vivement.* Il en a menti.

Le Président, *continuant.* « Pour fin » de compte avec toi.

» Accuse-m'en la réception. Salut et » amitié. *Avoline.*

Caton. Eh bien moi j'en accuse la réception, citoyens collègues.... Non, mon collègue et moi j'navons pas trouvé d'assignats *exclus* dans la lettre.

Scipion. Caton a raison, les assignats n'étoient pas *inclus*, ils étoient *exclus*. Monsieur Avoline est encore un menteur ; je réitère la motion que je viens de faire il y a un instant, et je demande en conséquence l'arrestation de ce conspirateur.

Caton. J'appuie l'arrestation, parce que, citoyens collègues, nous avons bien soin d'examiner les lettres que nous décachetons, et..... suffit.

Le Président. Chacun de vous est d'accord sur l'arrestation, ainsi le conspirateur Avoline sera incarcéré. Passons à une autre lettre.

» *Aux membres du comité révolutionnaire.*

» Citoyens, je vous écris pour vous » demander mon élargissement, depuis » quinze jours que je suis en prison. Je » réclame votre justice, citoyens, et » vous prie de me faire *désincarcérer.*

» Salut et fraternité, *Manon.*

Caton. Quien, cette Manon, qui demande à être élargie....

Brutus. Je m'oppose à la *désincarcération.*

Decius. Je demande qu'on passe à l'ordre du jour.

Manlius. Moi, citoyens, je demande qu'on envoie cette lettre à l'accusateur public, pour qu'il fasse juger promptement la citoyenne Manon.

Regulus. Appuyé, appuyé.

(*La proposition est mise aux voix, et adoptée.*)

Le Président. Maintenant que nous n'avons plus de lettres à lire, notre collègue Regulus a la parole, pour rendre compte de sa mission au comité.

Regulus. Citoyens collègues, j'ai z'été chez le citoyen Derival, pour le mettre en état d'arrestation, lui remettre le mandat d'arrêt du comité, et pour mettre les scellés sur ses papiers.

Je m'y suis rendu, citoyens collègues, avec les citoyens Boclar, commissaire de police, Rivière, secrétaire-greffier, et la garde armée, en cas de résistance. Après avoir frappé z'à la porte on est venu m'ouvrir, j'ai placé deux sentinelles à la porte, pour empêcher personne ni quelque chose de sortir de la maison; je suis monté ensuite au troisième étage, et j'ai frappé z'à une porte peinte en *vert*, couleur aristocratique;

tique ; citoyens collègues, remarquez cela ; j'ai sonné à ladite porte, et je me suis introduit dans la chambre, après avoir laissé deux factionnaires à ladite porte. Me voici donc entré dans la chambre du citoyen Derival, je m'approche de lui, z'il me regarde du coin de l'œil, et me demanda d'un ton haut ce que je voulois. Je lui repondis sur le même ton : je vous apporte, citoyen, un petit papier, et tout en disant cela, je lui ai déroulé mon mandat d'arrêt. Il l'examine, et me répond insolemment : coquin ! scélérat ! c'est sans doute le certificat de civisme que j'ai demandé ce matin à ton infâme comité révolutionnaire....

Caton. C'est infâme !..

Scipion. Oh ! l'infâme !...

Regulus. Ce n'est rien que cela, citoyens collègues, vous allez frissonner d'horreur et d'indignation tout-à-l'heure ; il me dit les sottises que je

viens de vous dire ; alors je lui répondis avec la dignité qui n'appartient qu'à l'*honnête homme*, qu'au patriote enfin. Là-dessus il me répondit que si je n'étois pas gardé par la garde.... je le regardois dire... il me donneroit cent coups de bâton, et autant à chacun de mes confrères. Celà s'adresse à vous, citoyens collègues.

Caton. J'entends bien.

Regulus. Alors je lui ai dit que s'il s'avisoit de résister à la justice, je le ferois lier et garotter. Il s'est tû, citoyens collègues. J'ai sur-le-champ procédé à la visite des chambres et cabinets du détenu, et ladite perquisition faite, j'ai apposé les scellés sur tous les endroits fermans, comme armoire, etc. j'ai dressé le procès-verbal, que le secrétaire-greffier a rédigé et écrit de sa main propre, et après l'avoir lu hautement au citoyen Derival, je l'ai mis entre les gardes, et nous partons.

Voilà, citoyens quel est le résultat de mon arrestation : le citoyen suspect est maintenant à siffler la linotte en prison.

J'oubliois de vous dire, citoyens, que le détenu a une femme, que nous avons laissé du linge pour son usage, et que je me suis emparé d'une paire de pistolets, d'un sabre et d'un fusil, que j'ai z'apporté au comité.

J'ai fini, citoyens.

Le Président. Au nom du comité, citoyen Regulus, je vous félicite et de la manière honnête et sage avec laquelle vous vous êtes comporté, et de l'intention vraiment républicaine qui vous a guidé pendant le cours de votre pénible mission ; je desire que la patrie ait toujours d'aussi zélés défenseurs.

Regulus. Assurément, citoyen président, je ne mérite pas tant... d'ailleurs ma récompense est dans mon cœur.

Caton. Bravo, Regulus, bravissimo.

Scipion. Je suis de l'avis du président, citoyens; il faut encourager ceux qui s'acquittent bien d'une fonction aussi pénible que la nôtre; nous marchons dans une route semée d'épines et d'orties, et ceux qui font bien leur devoir doivent être félicités.

Le Président. Ah! mes collègues, il faudroit donc féliciter tout le monde; car il n'est aucun de vous qui ne se montre dignement. Gardez-vous de croire, ô mes collègues, que la louange entre pour quelque chose dans le discours que je tiens, citoyens. La louange est un poison; loin de moi, loin de moi, elle me fait horreur.

Cassius. Bravo! président, à merveille; j'applaudis à ton discours; il est bien écrit, bien stylé. Je demande l'impression aux frais des conspirateurs et des suspects.

Caton. J'appuie la motion.

Le President. Je m'y oppose, ô mes collègues, c'est de la louange que vous me donnez.

Cassius. Ce sont tout au plus des éloges, ils sont mérités, président, reçois-les sans rougir.

Le President. Permettez-moi de refuser, ô mes chers collègues! Travaillons tous également, et n'exigeons d'autre salaire, que notre estime particulière. Personne n'a de rapport à faire maintenant?

Caton. Non, président.

Courval. Je demande la parole, président; j'ai laissé parler tous mes collègues, je puis parler à mon tour.

Le President. Parle, citoyen.

Courval. Citoyens, je crois devoir faire quelques observations sur la manière avec laquelle vous avez jugé les lettres....

CATON. Le comité z'a prononcé, tu n'as plus rien à dire.

COURVAL. Mais, cependant...

LE PRESIDENT. La loi sur les suspects dit que le comité peut ordonner des arrestations lorsqu'il y a sept membres qui y consentent, parce que c'est la majorité.

COURVAL. Je serai donc toujours obligé de me taire.

SCIPION. Oui, puisque tu as toujours tort.

COURVAL. Je parlerai cependant, citoyens, et j'oserai vous dire la vérité. Oui, citoyens, votre conduite est des plus infâmes ; oui, citoyens, vous êtes des scélérats....

CATON. Comment, tu oses ?...

COURVAL, *avec véhémence.* Tais-toi, Caton. Citoyens, vous faites arrêter un homme, parce qu'il a écrit une lettre ; vous faites arrêter un homme, parce qu'il a mis dans sa lettre

une somme de 300 liv. en assignats, et qu'il a plû à vos très-honnêtes collègues, Caton et Scipion, de les mettre en leur poche ; et c'est sur des dénonciations vagues, sur des dénonciations faites par des voleurs, que vous disposez de la liberté d'un citoyen, qui n'a d'autre tort que d'avoir su vous déplaire... Est-il rien de plus infâme !... et des scélérats tels que vous ne sont-ils pas dignes du dernier supplice !... Comment, malheureux ! vous exposez une famille entière à périr de misère et de faim, parce que le père demeure à Bordeaux, et que les lettres qui viennent de Bordeaux vous paroissent suspectes !... Vous faites perdre à un négociant son honneur et sa fortune, et vous vous dites les défenseurs de la patrie, et vous vous annoncez comme les amis de la vertu !... Vous êtes les defenseurs du crime et de la scélératesse... Jusqu'à présent j'ai craint de vous

parler, aujourd'hui j'éclate, et je vous accable du poids de la vérité... Je m'attends à ce que vous voulez faire de moi ; mais je vous ai prévenu, et je vous déclare que le premier qui s'approchera de ma demeure, ne reparoîtra plus au comité. (*Tirant deux pistolets de sa poche.*) Malheur au scélérat qui osera porter les mains sur moi, cette arme le punira de son audace. Allez, scélérats, commettez d'autres crimes ; mais ce sera sans moi ; je ne serai pas le témoin de tant d'atrocités ; je ne serai point votre complice ; allez, arrêtez, égorgez, massacrez, votre tour viendra ; la justice et l'humanité triompheront tôt ou tard, et mon seul souhait, en quittant cet antre, est de vous y voir écrasés. (*Courval s'éloigne à ces mots.*)

(*Les membres stupéfaits se regardent d'abord, ils frémissent ensuite.*)

(*Le crime est toujours timide alors que la vertu le contient.*)

(*Enfin Cassius parle, ou plutôt hurle en accens de rage, les mots suivans*):

Le scélérat ?... oser nous insulter, nous déclarer la guerre ; et nous n'avons rien dit ; et nous restons comme des insensés... Oh, si je le tenois ! il paieroit cher ses discours aristocratiques ; je demande, citoyens, qu'on envoie sur-le-champ pour le mettre en état d'arrestation.

Caton. Citoyens, j'appuie la motion, le scélérat nous a z'attaqué, il faut qu'il soit puni.

Scipion. La mort !... la mort !... voilà ce qu'il mérite. Il traite de voleurs des gens aussi *probes* que nous. Qu'il périsse !

Manlius. Oui.

Regulus. Oui.

Cassius. Oui.

Scipion. Président, il faut sur-le-

champ rédiger le mandat d'arrêt contre lui ; dans une heure il sera trop tard, Courval s'attend à nos poursuites ; il prendra la fuite.

Caton. C'est ce qu'il faut empêcher.

Le President. Il a le titre de membre du comité révolutionnaire ; avec cela il passera partout ; je crains bien que nos recherches ne soient vaines.

Aristide. Mon sang bout.... Si je ne m'étois retenu.... Quels regards il nous lançoit... J'ai cru qu'il alloit nous dévorer.

Decius. Ces deux pistolets d'arçon, comme il les a tourné contre nous.... J'avois peur quoiqu'çà.

Caton. Comment, tu avois peur ?

Decius. J'avois peur qu'il ne tire.

Manlius. Dans sa colère il ne nous auroit pas manqué.

Regulus. J'en suis encore tout effrayé .. Non ; mais c'est qu'il le feroit comme il le dit... Je ne vais pas l'ar-

rêter d'abord; vous savez ce qu'il a dit...

Aristide. Si la Patrie me perdoit !... je n'y vais pas non plus... Je veux servir mon pays au comité.

Cassius. Lâches que vous êtes ?... Eh bien moi, j'y vais... Qu'on me donne le mandat d'arrêt...

Le Président. Mais, citoyens, c'est un membre du comité ; il a été nommé comme nous, avons-nous le droit de le renvoyer, et bien plus, de l'arrêter.

Scipion. Je ne crois pas.

Cassius. C'est egal, arrêtons-le toujours, nous verrons après s'il a droit ou non.

Le President. Mais, citoyens collègues, il ne faudroit pourtant pas nous compromettre

Caton. Mais, citoyen Scœvola, c'est un suspect ; et nous sommes chargés d'arrêter les suspects.

Le Président. En attendant, ar-

rêtons-le toujours ; nous verrons ensuite.

Aristide. Il m'a mis dans une colère. . . .

Cassius. Il m'a fait tourner le sang.

Le Président. Signez, citoyens collègues.

(*Tous les membres signent le mandat d'arrêt.*)

Le Président. Qui se charge de le mettre à exécution ?

Cassius. Moi, président.

Le Président. Il faut prendre une bonne escorte ; car Courval est disposé à faire résistance.

Cassius. Ne vous inquiétez pas.

Scipion. Citoyens collègues, je demande la parole pour une motion d'ordre. Notre indigne collègue m'a indigné, citoyens, il a prêché l'insurrection ; il a avili le peuple français dans la personne de ses représentans, les comités révolutionnaires ; il a insulté les membres de ses comités. Je demande qu'il

qu'il soit pris contre lui des mesures originales, et qu'une peine capitale lui soit appliquée. C'est un criminel de *lèze-comité*, citoyens collègues ; et s'il n'y a pas de sûreté ni de responsabilité pour les représentans de la république, et pour les défenseurs des droits du peuple, je donnerai ma démission, car je ne veux pas être exposé, en faisant le bien et en remplissant ma fonction, à recevoir un coup de pistolet.

Manlius. Scipion a raison, sa motion est sage et prudente ; j'appuie sa motion.

Decius. Montrons-nous inébranlables à notre poste ; parce qu'un *contre-révolutionnaire* a osé nous insulter, croyez-vous que nous abandonnerons notre poste. Nous sommes les sentinelles de la république française ; il faut être comme elle indivisibles et unis.

Manlius. Oui ; mais nous ne sommes pas impérissables. La république peut vivre éternellement, et nous mourir.

Decius. Point de foiblesse, ô mes collègues : je demande l'arrestation de Courval ; ensuite je demande qu'on ferme les portes de la commune.

Caton. Sur-le-champ.

Decius Enfin je demande que nous dressions procès-verbal contre lui, et que nous relattions les injurieux propos qu'il a tenus en plein comité.

Caton. Oui ; sur-le-champ.

Decius. Qu'ensuite le susnommé soit envoyé z'au tribunal révolutionnaire, et qu'il soit jugé.

Caton. A mort, sur-le-champ.

Manlius. Appuyé.

Cassius. Aux voix.

Caton. Sur-le-champ.

(*Les propositions sont mises aux voix, et adoptées*).

Le Président. Cassius, voici le man-

dat d'arrêt, vas sur-le-champ le mettre à exécution : fais d'abord fermer les portes afin que personne ne puisse sortir.

Cassius. J'y cours de ce pas.

(*Cassius sort*).

Scipion. Maintenant, citoyens, je demande la parole.

Caton. Et moi z'aussi, citoyens, je demande la parole.

Le President. Scipion, tu l'as.

Scipion. Citoyens collègues, d'après ce que nous avons vu, d'après la scène scandaleuse dont nous avons été les spectateurs et les témoins oculaires, je dis donc, citoyens, que Courval est un fédéraliste, un aristocrate, un suspect...

Caton. On le sait bien.

Scipion. Enfin, citoyens, ses visites domiciliaires me paroissent aussi suspectes...

Caton. Tu as raison.

Scipion. Et je demanderois qu'on les

recommençât ; car, citoyens, il aura protégé les contre-révolutionnaires ; et la preuve, citoyens, c'est qu'il n'a arrêté qu'un conspirateur...

ARISTIDE. Tandis qu'il doit y en avoir *dix mille* au moins.

SCIPION. Je demande donc, en me résumant dans mes conclusions, que les visites domiciliaires soient faites de nouveau.

CATON. J'appuye la motion, citoyens, et mon collégue a dit ce que je pensois. Il me reste à dire une chose, citoyens : c'est que le citoyen Lorage qu'il a z'arrêté, n'est pas t'un suspect ; c'est un bon républicain, tout au contraire. Je réponds de lui. Je demande qu'il soit relaché sur-le-champ.

BRUTUS. J'appuye la motion du préopinant. Je croyois d'abord Lorage un accapareur ; mais, d'après ce que tuviens de dire, Caton, et d'après ce

qu'a dit ici Courval, je crois que c'est un patriote opprimé.

Caton. Oui, citoyens, c'est un service à rendre à la patrie; et je demande qu'on me remette l'ordre de le mettre en liberté, je m'en charge.

Manlius. J'appuye la motion.

Decius. Aux voix.

(*La proposition est mise aux voix, et adoptée*).

Caton. Je vais sur-le-champ lui porter cette bonne nouvelle, citoyens, car mon plus grand plaisir est de trouver des hommes *libres*.

(*Caton prend l'ordonnance des mains du président et se retire.*)

Regulus. Ah ça! mais qui chargerons-nous de faire les visites domiciliaires?

Decius. Moi.

Le President. Eh bien, oui, citoyens, notre collègue Decius se char-

gera des visites domiciliaires ; nous nous en rapportons à son exactitude.

(*Decius mit son esprit à l'emprunt forcé pour répondre au président, et après avoir assuré ses collègues qu'il ramèneroit une* pile *de suspects, et qu'il s'acquitteroit mieux de ses fonctions que Courval, il se retira.*)

Le Président. Maintenant, citoyens, nous ne sommes plus que *six*, et vous savez que la loi nous défend de délibérer quand nous sommes moins de *sept*. Nos collègues Cassius, Caton et Decius sont en course, Courval n'est pas encore remplacé. Ainsi nous ne pouvons délibérer. Cependant, si quelqu'un de nous a des dénonciations ou des observations à faire, qu'il parle, nous pouvons l'entendre, et nous rendrons compte de tout à la séance prochaine.

Scipion. Mais, citoyens, il faut aller ce soir à la société populaire dénoncer

Courval, et demander que l'on procède à son remplacement.

MANLIUS. Tu as raison.

ARISTIDE. Je me charge de la péroraison, soyez tranquilles, comptez sur moi, pour çà j'en détache, citoyens.

LE PRÉSIDENT. Personne n'a de dénonciation à faire ?

BRUTUS. Ma foi non, je n'en ai pas apprêté.

MANLIUS. Je n'ai pas pris de noms dans ma poche.

ARISTIDE. Ni moi non plus.

LE PRÉSIDENT. En ce cas, citoyens, la séance est levée.

(*Chacun se retire.*)

ARRESTATION

ET CATASTROPHE.

Il ouvre un œil mourant, qu'il referme soudain :
Le ciel, dit-il, m'arrache une innocente vie.
RACINE.

CASSIUS, en sortant du comité, fit fermer les portes de la commune. Il se rendit ensuite avec la force armée, à la maison de Courval.

Celui-ci s'attendant à quelque *visite domiciliaires* de la part de ses collègues, avoit pris ses précautions, et c'est le pistolet à la main qu'il se disposoit à recevoir Cassius.

Ce dernier se présenta, Courval ouvrit la porte, et tint la promesse qu'il avoit faite au comité. Cassius tomba, percé d'une balle meurtrière. Ses collè-

gues, ou plutôt ses compagnons, le voyant mort, prirent la fuite, et laissèrent-là le défunt qui, comme on le pense bien, ne retourna plus au comité.

MISE EN LIBERTE.

In adversis rebus amici cognoscuntur.

CIC.

CATON, porteur de l'ordre de sortie, alla sur-le-champ à la prison, et s'en fit ouvrir les portes ; *Lorage* en le voyant fut très-surpris ; il se jetta à son cou, et après lui avoir témoigné sa reconnaissance, il sortit avec lui. Tous deux entrèrent au cabaret, et burent à la *liberté*. Le verre en main, Caton lui apprit la conduite de Courval, et la manière dont il avoit pris sa défense au comité.

VISITES DOMICILIAIRES.

Avant la fin de la journée,
Ils se montoient à plus d'un cent.
LAFONTAINE, les femmes et le secret.

DECIUS, aussi patriote que courageux, se rendit dans toutes les maisons du canton, pour faire les visites domiciliaires, et en moins d'une heure, il avoit déjà fait une *pile* de cent suspects. Comme il étoit expéditif, et surtout bon républicain, il ne voulut pas se borner à ce premier exploit. Il continua ses perquisitions, et avant la fin du jour, trois cents suspects furent incarcérés, grace *à ses soins.*

ENFIN.

Antecedentem scelestum non deserit pede pœna Claudo. HOR.

ENFIN le 9 thermidor arriva ;

ENFIN les comités révolutionnaires furent supprimés ;

ENFIN les suspects furent mis en liberté ;

ENFIN Robespierre expia sur l'échafaud ses crimes et sa tyrannie ;

ENFIN Brutus, Decius, Aristide et compagnie furent, les uns sur le *tabouret*, les autres dans les prisons, où ils avoient fait enfermer tant de victimes ;

ENFIN Courval, ne craignant plus rien de la fureur révolutionnaire, sortit de sa retraite, et fit mettre en liberté

liberté, Derival, Dumont, Bazile, Manon, etc.;

Enfin la *liberté* fut à l'ordre du jour;

Enfin etc., etc., ect.

Enfin, lecteur, mon ouvrage est fini.

LOI SUR LES SUSPECTS.

Du 17 Septembre 1793.

LA Convention nationale, vu le rapport de son comité de législation sur le mode d'exécution de son décret du 12 de ce mois.

Décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Immédiatement après la publication du présent décret, tous les gens *suspects* qui se trouveront dans le territoire de la république, et qui sont encore en liberté, seront *mis en état d'arrestation.*

II.

Sont réputés gens suspects :

1°. Ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leurs propos ou leurs écrits, se sont mon-

trés partisans de la tyrannie et du fédéralisme, et ennemis de la liberté.

2°. Ceux qui ne pourroient pas justifier de la manière prescrite par la loi du 21 mars dernier, de leurs moyens d'exister, et de l'acquit de leurs *devoirs civiques.*

3°. Ceux à qui il a été refusé des *certificats de civisme.*

4°. Les fonctionnaires publics suspendus de leurs fonctions par la Convention nationale, ou par ses commissaires et non-réintégrés, notamment ceux qui ont été ou doivent être destitués en vertu de la loi du 12 août dernier.

5°. Ceux des ci-devant nobles, ensemble les maris, femmes, pères, mères, frères ou sœurs et agens d'émigrès, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la révolution.

6°. Ceux qui ont émigré dans l'intervalle du premier juillet 1789, à la

publication de la loi du 8 avril 1792, quoiqu'ils soient rentrés en France dans le délai fixé par cette loi, ou précédemment.

III.

Les comités de surveillance établis d'après la loi du 21 mars dernier, ou ceux qui leur ont été substitués, soit par les arrêtés des représentants du peuple envoyés près les armées, dans les départements, soit en vertu des décrets particuliers de la Convention nationale, sont chargés de dresser, chacun dans son arrondissement, la liste des gens *suspects*, de décerner contr'eux les mandats d'arrêt, et de faire apposer les scellés sur leurs papiers.

Les commandants de la force publique à qui seront remis ces mandats seront tenus de les mettre à exécution sur-le-champ, sous peine de destitution.

IV.

Les membres du comité ne pourront ordonner l'arrestation d'aucun individu, sans être au nombre de sept, et qu'à la majorité absolue des voix.

V.

Les individus arrêtés comme suspects, seront d'abord conduits dans les maisons d'arrêt du lieu de leur détention ; à défaut de maisons d'arrêt, ils seront gardés à vue dans leurs demeures respectives.

VI

Dans la huitaine suivante, ils seront transférés dans les bâtimens nationaux, que les administrations de département seront tenues, aussi-tôt après la réception du présent décret, de désigner et faire préparer à cet effet.

VII.

Les détenus pourront faire transporter dans ces bâtiments les meubles qui leur seront d'une absolue néces-

sité. Ils y seront gardés jusqu'à la paix.

VIII.

Les frais de garde seront à la charge des détenus, et seront répartis entr'eux également. Cette garde sera confiée de préférence aux pères de famille, et aux parens des citoyens qui sont ou marcheront aux frontières. Le salaire en est fixé pour chaque homme de garde, à la valeur d'une journée et demi de travail.

IX.

Les comités de surveillance enverront sans delai au comité de Sûreté générale de la Convention nationale, l'état des personnes qu'ils auront fait arrêter; *avec les motifs de leur arrestation*, et les papiers qu'ils auront saisis sur elles.

X.

Les tribunaux civils et criminels pourront, s'il y a lieu, faire retenir

en état d'arrestation, comme gens *suspects*, et envoyer dans les maisons de détention ci-dessus énoncées, les prévenus de délits à l'égard desquels il seroit déclaré n'y avoir pas lieu à accusation, ou qui seroient acquittés des accusations portées contre eux.

FIN.

TABLE.

Introduction. pag. 1
Ce que c'est qu'un Comité révolutionnaire. 3
Les Membres du Comité révolutionnaire. 6
Séance. 13
Le Certificat de civisme. 48
Le Passe-port. 61
Arrestation. 70
Lettres décachetées. 77
Bris de scellés. 80
Encore. 87
Arrestation et Catastrophe. 140
Mise en liberté. 142
Visites domiciliaires. 143
Enfin. 144
Loi sur les Suspects. 146

Fin de la Table.

LES JACOBINS

SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

G
907